

Anne St-Pierre
0300076715

MÉMOIRE DE MAÎTRISE

Comment l'approche résiliente contribue à améliorer la durabilité
des interventions humanitaires et de développement : Exemple du Yémen

Mémoire sous la supervision de
Paul Haslam

Université d'Ottawa
1er février 2021

Table des matières

Introduction.....	3
1. Méthodologie.....	5
1.1. Orientation de la recherche et cadre d'analyse	5
1.2. Types de données utilisées	8
1.3. Limites de la recherche	8
1.4. Pertinence dans la littérature	9
2. Problématiques et non complémentarité entre humanitaire et développement.....	9
2.1. L'ère des crises internationales	9
2.2. La fragmentation de l'aide et l'hypercollectivité	11
2.3. L'aide humanitaire et le développement : une relation obligée, mais imparfaite	13
3. Problématique de durabilité : quelle visée?.....	15
4. La notion de résilience.....	18
4.1. Une notion controversée	20
4.2. Les types de résilience	21
5. La Resilience Building.....	23
5.1. Les avantages et les risques de cette approche	24
6. Mise en situation: Yémen.....	28
6.1. Une résilience post conflit pour le Yémen?	31
6.2. Pratiques humanitaire sur le terrain: Quelle place pour la résilience?	33
6.3. Recommandations pour le Yémen	36
Conclusion.....	40
Bibliographie.....	42

Les motivations derrière les actions d'aide internationale sont multiples, varient et s'entrecroisent. Pour certains acteurs de l'aide sur la scène mondiale, une assistance est apportée dans le but de soulager des souffrances ou des difficultés. Pour d'autres, il s'agit plutôt d'un moyen d'étendre son influence à l'échelle internationale ou dans des zones plus spécifiques. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) tend cependant à croire qu'une tendance plus grande s'ajoute désormais aux motifs de l'aide, soit celle de garantir une plus grande sécurité globale (OCDE, 2020, Objectifs et motivations). De nombreux États, et aussi organisations non gouvernementales (ONG), membres de la société civile, etc., comprennent maintenant que les répercussions des problématiques de sécurité internationale ont la capacité d'être dommageables pas uniquement sur la scène mondiale, mais également en ce qui a trait aux enjeux de sécurité nationale.

Suivant cette observation, l'existence d'une relation entre les intérêts nationaux en matière de sécurité et les enjeux de sécurité globale apparaît clairement. L'aide internationale, notamment dans les zones de conflit où la sécurité est mise à l'épreuve, représente alors un des outils pour assurer cette dite sécurité globale. Lorsque les menaces à la sécurité sont traitées au plus près de la source, les résultats sont bénéfiques pour l'ensemble. Pour que cette sécurité mondiale soit efficiente et que les efforts d'aide soient maximisés, une dimension essentielle à considérer est celle de la durabilité. Ce facteur majeur s'inscrit dans un objectif environnemental, mais aussi dans la visée de ne pas devoir recommencer les actions d'aide internationale chaque fois qu'un nouveau choc ou catastrophe survient dans d'une région. Les enjeux de la durabilité sont tangibles et ne manquent pas de soulever nombreuses questions et discussions.

Dans le cadre de ce travail de recherche, différentes réflexions guideront les prochaines pages et permettront un rapprochement vers une meilleure compréhension et possiblement vers des méthodes d'assistance plus efficaces et durables. Lorsque l'on se questionne si le simple fait d'apporter une aide est suffisant dans une optique de long terme, il apparaît que la réponse soit négative. L'action d'apporter une aide internationale, simplement, sur les plans de l'humanitaire ou du développement, ne satisfait plus aux exigences nouvelles ou repensées de ce que l'on souhaite pour la communauté internationale, notamment en matière de sécurité. Nous devons alors nous demander : Est-ce que le concept de durabilité, de plus en plus discuté et omniprésent,

peut survivre sous les « conditions » actuelles de l'aide internationale? En réponse aux difficultés, quelle orientation doit, ou peut, guider cette aide internationale?

L'approche de la résilience se distingue dans les tendances des relations internationales en réponse à ces problématiques et elle guidera la présente analyse. La question principale de recherche est donc la suivante : Comment l'approche résiliente contribue à améliorer les interventions humanitaires et de développement à travers des mécanismes favorisant l'harmonisation et la durabilité des activités ainsi qu'une meilleure sécurité locale et globale. La résilience a déjà commencée à teinter les nouveaux alignements de l'aide internationale en touchant de près et de loin les enjeux de sécurité internationale comme nationale ainsi que les problématiques qui affectent la relation entre les acteurs de l'aide humanitaire et ceux œuvrant dans l'univers du développement international.

Avant de discuter de la notion de résilience, il sera important de saisir le contexte dans lequel elle s'inscrit et les défis auxquels elle se confronte. Pour ce faire, il y aura d'abord une présentation méthodologique qui orientera le lecteur sur les bases et visées de cette recherche. Nous couvrirons par la suite des éléments problématiques qui affectent la relation entre l'humanitaire et le développement. Cette section abordera notamment les concepts de fragmentation de l'aide et d'hypercollectivité qui peuvent être réduits par les pratiques de la résilience. Une fois ce survol complété, il sera discuté la problématique de durabilité, ainsi que celle relationnelle, touchant les acteurs de l'aide internationale en abordant une vision axée sur la résilience. Le cœur du travail se concentrera ensuite sur l'objet de recherche principal qu'est la notion de résilience. Une revue des débats et discussions sur le sujet nous permettra de cibler le type de résilience à privilégier afin d'assurer une meilleure durabilité des activités d'aide internationale. Le concept de *Resilience Building* sera discuté ainsi que ses avantages, exemples, risques et désavantages. Dans un dernier temps, une réflexion sera menée à travers l'étude du cas yéménite. Il y sera abordé une vision de résilience post conflit potentielle pour le Yémen qui connaît depuis quelques années déjà une des pires crises humanitaires. L'objectif de cet exercice sera tout d'abord d'assurer une mise en contexte du conflit, de ses motivations et des conséquences. Ensuite, nous pourrons décortiquer ce qui fait du Yémen un bon candidat à l'approche résiliente et nous brosserons un portrait de la présence humanitaire sur le terrain afin de mieux saisir la place que la résilience commence déjà à occuper et les mécanismes sous

laquelle elle opère. Puis, en guise de conclusion, il sera question de générer certaines recommandations à l'égard des projets futurs sur le territoire yéménite.

1. Méthodologie

1.1. Orientation de la recherche et cadre d'analyse

Plus souvent qu'autrement, le domaine des sciences sociales se tournent vers des recherches décrites comme *ex post*. Dans ces cas, le chercheur ou la chercheuse doit mettre à l'étude des phénomènes, évènements ou comportements qui ont déjà eu lieu puisqu'il n'est pas possible d'en contrôler les facteurs comme c'est le cas dans un laboratoire scientifique par exemple. Les études portent alors majoritairement sur une analyse de faits du passé qui ne peuvent plus être modifiés et qui sont également vérifiables. Dans le cas qui nous concerne, le présent travail de recherche tentera plutôt une approche mixte en intégrant certaines composantes de la recherche *ex post* et d'une plutôt *ex ante*. Cette dernière faisant référence à une démarche scientifique qui se veut en amont d'évènements ou de comportements observables. Cette orientation mixte « utilise davantage la prospective afin d'établir des résultats de recherche, résultats obtenus par une comparaison entre les données *ex post* et un futur probable sous forme de scénarios ou d'intervention dans la société, nous explique les auteurs Loiseau, Clavreul et Adnane. Ces derniers ajoutent qu'une telle démarche permet « [...] de faire un lien autant analytique qu'empirique entre la réalité qui pose problème, les causes de ce problème et les solutions ou recommandations pertinentes qui sont envisageables. » (Loiseau, Clavreul et Adnane, 2013 :64). C'est pourquoi des recommandations seront émises en ce qui a trait à la situation actuelle et potentiellement future du Yémen.

Pour ce qui est du cadre d'analyse employé pour guider la recherche et les réflexions de ce texte, nous nous concentrerons sur le *nexus* humanitaire-développement. Le terme *nexus* fait référence à un ensemble de relations liant deux concepts, ou encore deux familles d'actions et/ou phénomènes. L'utilisation de cette expression comme cadre ou comme outils de perception provient d'un consensus plutôt imposant identifiant les interconnexions multiples entre l'humanitaire et le développement dans leurs sens larges. Alors qu'il y a, dans la littérature, présence du *Humanitarian-Development Nexus*, il n'est pas non plus rare d'identifier un *nexus*

triple en y ajoutant un concept supplémentaire qui devient, par exemple le *Humanitarian-Development-Security Nexus*. Le terme sécurité, bien que secondaire aux deux autres, sera abordé dans le cadre de cette analyse en raison de l'étude de cas sur la situation au Yémen, qui réfère à de nombreuses notions de sécurité, notamment quant au conflit militarisé, aux violences et aux enjeux de base (alimentation, accès à l'eau, etc.)¹.

La relation entre l'humanitaire et le développement s'exprime par l'intermédiaire de multiples contextes et actions qui sont parfois complémentaires et d'autres fois divergentes. Cette relation se manifeste entre autres lorsqu'il est question d'aborder le financement, mais aussi pour des questions institutionnelles. Effectivement, en raison de l'espace institutionnel ou encore mandataire qui peut exister entre les deux domaines d'activités, certaines approches sont utilisées dans le but de renforcer une relation positive et d'améliorer ainsi chacun des deux acteurs. Roisin Hinds identifie les quelques approches suivantes : « decentralising planning, analysis, and funding allocation (Streets 2011); establishing joint humanitarian and development offices (Otto and Weingärtner 2013); and creating operational frameworks that incorporate both a long-term perspective into humanitarian work, and issues of vulnerability and risk in development work (Buchanan-Smith and Fabbri 2005). » (Hinds, 2015). Hinds souligne également les divergences sur le plan du traitement de l'aide aux réfugiés et aux populations déplacées plus souvent associé à l'aide humanitaire qu'aux acteurs du développement ainsi que sur le plan de la coordination des activités en même territoire entre l'humanitaire et le développement.

Les auteurs Suhrke et Ofstad (2005) discutent de deux grandes lignes d'interprétation pour ce qui est de la relation incomplète et parfois problématique qui teinte le *Humanitarian-Development Nexus*. La première étant que le fossé est temporel et représenté par la période entre la complétion des actions de l'aide humanitaire et le commencement des activités de développement international. La seconde étant que le fossé est institutionnel, ce qui fait référence aux difficultés de coordination, mais également aux divergences en termes de mandats, cultures, et priorités (Hinds, 2015).

¹ À noter qu'il existe un *nexus* entre les concepts humanitaire, développement et paix duquel des observations semblables peuvent être tirées (Barakat et Milton, 2020).

En ce qui nous concerne, le concept de sécurité dans ce *nexus* triple fait textuellement son entrée en ce qui a trait aux tendances principales du *Nexus* Humanitaire-Développement, plus précisément en ce qui concerne la troisième orientation. Hinds (2015) identifie en effet trois tendances du *nexus* qui sont les suivantes : [1] *Relief-Development Continuum*, [2] *Development Relief Approach* et [3] *Humanitarian Aid, Development and Security in Fragile States*. Cette dernière, qui fait référence au cas actuel du Yémen, présente des éléments convergents entre l'aide humanitaire et les efforts de maintien de la paix dans une optique davantage politique et sécuritaire. Elle porte d'ailleurs une attention particulière aux défis sociétaux, sécuritaires et politiques, notamment en ce qui a trait au *State Building*² des États fragiles³. Par ailleurs, les perspectives de recherche en lien avec le *State building* au sein des États fragiles ne cessent de se multiplier. La littérature des États fragiles est souvent référée dans des analyses comme celle-ci concernant les notions de durabilité ou encore d'efficacité des acteurs de l'aide internationale (Baranyi et Desrosiers, 2012 :445). Une approche considérant la réalité des États fragiles permet de s'éloigner des paradigmes et techniques plus classiques qui démontrent aujourd'hui une efficacité réduite ou mal adaptée (Baranyi et Desrosiers, 2012 :445-446).

Il a déjà été abordé avec quelques précisions certains des concepts clés de cette recherche : humanitaire, développement, sécurité, etc. Une autre notion majeure qui sera également discutée est celle de la résilience. Cette dernière, associée à l'approche résiliente en relations internationales, est identifiée par plusieurs acteurs internationaux comme un élément améliorant la durabilité des activités d'aide. Autrement dit, l'emploi de la notion de résilience dans le cadre de cette analyse est pertinent puisqu'elle représente l'une des solutions aux enjeux à long terme qui affectent le rapport entre l'humanitaire et le développement. Aussi, la notion de résilience peut nous aider à comprendre les limites de l'aide humanitaire chez les États fragilisés et les efforts à envisager pour y remédier. Cette notion prend racine en sciences naturelles,

² La Banque mondiale explique le *State Building* ainsi: «The centrality of efforts to build state capacity and accountability, including strong attention to the most basic state administrative and delivery systems, complementing capacity investments with robust efforts to improve accountability, and balancing state capacitybuilding efforts with support for civil society and the private sector.» (Grotenhuis, 2016:73).

³ Un État fragile détient majoritairement ces caractéristiques: «[...] inability to provide basic services and meet vital needs, unstable and weak governance, a persistent condition of extrême poverty, lack of territorial control, and High propensity to conflict and civil war.» (Bertocchi et Guerzoni, 2012:769).

notamment quant au concept de résilience d'un métal, mais connaît également des bases propres aux sciences sociales, notamment en psychologie. Bien que la recherche sur la notion de résilience en psychologie soit toujours en évolution, il existe une idée générale qui fait référence à une adaptabilité ou encore résistance chez l'humain (Psiuk, 2005). Sur le plan des relations internationales, la notion de résilience soulève des discussions et débats quant à sa définition, mais se concentre, comme en psychologie, sur des capacités concernant les composantes humaines des sociétés. Que l'on parle de résilience des populations, de résilience étatique ou encore de résilience des institutions, il en revient dans tous les cas à analyser des éléments « contrôlés » de près ou de loin par l'humain.

1.2. Types de données utilisées

Dans le cadre de cette recherche, les données analysées proviennent de sources secondaires. Les références sont des livres, des articles de revue scientifique, des ouvrages de référence ou encore des plateformes Web de gouvernements, d'ONG, d'organisations internationales (OI) et toute autre catégorie ressemblante. De plus, les informations à l'étude font en grande partie référence à des cas de figure réels qui se sont produits ou se produisent présentement. Cette sélection s'effectue afin de pouvoir réfléchir à des comparaisons, comprendre des causes et conséquences, ce qui permettra une meilleure projection pour des événements futurs.

1.3. Limites de la recherche

Certaines limites sur les plans méthodologique et épistémologique sont inhérentes à ce travail de recherche. Tout d'abord, les notions utilisées dans cette recherche sont parfois encore sujettes aux discussions et débats quant à leur exacte définition et application. Il en va de soi que les contextes différents influencent comment les notions et concepts doivent, ou peuvent, être discutés. Nous sommes conscients des variations de contextes qui pourraient affecter les observations et recommandations qui seront tracées. Un autre facteur limitant à considérer est celui du contexte d'écriture académique qui demande le respect d'un certain format. Aussi, il s'agit d'une rédaction qui s'inscrit dans un cadre temporel malléable oui, mais non indéfini, ce qui influence notamment le choix des données utilisées. Dans le même ordre d'idées, l'absence

de récolte de nouvelles données oblige le travail de recherche à se poser sur des sources déjà existantes, vérifiées et accessibles.

1.4. Pertinence dans la littérature

Une analyse d'un certain angle de la durabilité des activités, permettra une contribution à la littérature existante en réunissant des éléments, idées, recommandations et réflexions qui s'était peut-être peu, ou pas, entrecroisés auparavant. La résilience comme vision du développement, de l'humanitaire et même de la sécurité globale, est déjà discutée. Cependant, les comparaisons entre les cas de figure passés, présents et futurs permettront de clarifier certains enjeux. À long terme, de tels travaux offrent la chance aux acteurs d'en apprendre davantage sur l'impact des actions de résilience, ce qui peut résulter en de meilleures stratégies et actions. Comme le Yémen est encore en crise et que les perspectives de résolution sont à peine abordées, une recherche comme celle-ci représente une opportunité de former de nouvelles recommandations.

2. Problématiques et non complémentarité entre humanitaire et développement

2.1. L'ère des crises internationales

Les difficultés relationnelles entre humanitaire et développement se retrouvent exacerbées sous les effets d'une nouvelle tendance sombre; celle des crises internationales. Elles sont économiques, environnementales, politiques ou encore humanitaires et elles sévissent partout sur la planète, tout en affectant de manière plus spécifique certaines régions fragiles (Beaudet et Al., 2019). Cet ensemble que représente les crises internationales donne également un sens concret aux liens que nous traçons entre sécurité, humanitaire et développement. En effet, le fossé institutionnel entre l'humanitaire et le développement ainsi que les répercussions négatives de ce fossé, additionné à un nombre élevé de crises plus complexes résulte en une situation globale difficile à décortiquer et gérer pour la communauté internationale.

Bien que le terme « crise » demeure une identification qui laisse place à interprétation, leurs situations problématiques sont présentes et conséquentes. Ces crises internationales

surviennent auprès d'États ou encore de zones géographiques/culturelles, mais la portée des conséquences transcende les frontières et implique une multiplicité d'acteurs de la scène internationale. Suivant la logique d'une sécurité globale qui affecte les sécurités nationales, ces crises ne doivent pas être ignorées. De nombreuses crises touchent présentement, ou récemment, de larges populations à différents endroits.

De nombreuses crises touchent présentement, ou récemment, de larges populations à différents endroits. Un exemple est celui de la crise humanitaire au Yémen qui perdure depuis environ six ans. Cette crise humanitaire, mais également civile, gouvernementale et environnementale regroupe des enjeux de sécurité multiples (alimentation, santé, terrorisme, conflit armé). La résolution de ces enjeux est un défi de taille, lequel est complexifié par le nombre important d'acteurs internationaux et régionaux qui sont impliqués pour gérer la situation. (Labonté, 2019).

Sur le plan du travail des organisations internationales (OI), la gestion des crises multiples occupe une place immense. Les tâches et discussions des OI, telles que : Organisation des Nations Unies (ONU), Organisation Traité atlantique nord (OTAN), Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), Fond monétaire international (FMI), Union européenne (UE), Union africaine (UA), G7 et autres, s'élargissent au-delà des mandats et objectifs de départ. Les nouveaux événements, les changements climatiques et politiques ainsi que le déboulement des crises complexes obligent les acteurs de la scène internationale à constamment réorganiser et repenser leurs missions (Ambrosetti & Buchet de Nevilly, 2009). En réponse aux difficultés exacerbées des crises internationales, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, proposait en 2017 une réforme dans la structure de travail en termes de paix et de sécurité des Nations Unies, faisant suite à de nombreuses autres initiatives entreprises dans le but d'apporter des changements et/ou ajouts aux mandats et objectifs existants : « L'objectif global [de cette réforme] est de réduire la fragmentation pour une meilleure exécution, de rendre le pilier paix et sécurité plus cohérent et efficace en donnant la priorité à la prévention, au maintien de la paix et à la réalisation du Programme 2030 » (ONU, 2020, Réforme des opérations). Plusieurs autres actions suivent cet objectif de changement, telles que: le rapport Brahimi en 2000, le processus Nouvel horizon introduit en 2009 ainsi qu'un «groupe indépendant de haut niveau chargé

d'étudier les opérations de paix des Nations Unies » en 2014 (ONU, 2020, Réforme des opérations).

2.2. La fragmentation de l'aide et l'hypercollectivité

L'enjeu de fragmentation de l'aide, mentionnée par Guterres, fait référence à un problème de partage des responsabilités et des actions entre les différents acteurs de l'aide internationale. En d'autres termes, les experts s'entendent pour traduire la problématique de la fragmentation de l'aide comme une ou plusieurs incohérences entre les acteurs et/ou donneurs de l'aide ou encore entre ces mêmes acteurs et la situation qui requiert une intervention d'aide. Comme chaque acteur détient une liberté de choix d'actions qui entraîne des activités spécifiques, il apparaît alors ardu de bien gérer l'aide internationale (Molenaers, Jacobs & Dellepiane, 2014 :381-383). Aussi, les questions de « Qui doit gérer? » ou encore « Comment centraliser cette aide? » sont à discuter. Un autre élément de cette problématique qui fait consensus est la nécessité de travailler à une réduction de ce morcellement afin de mieux harmoniser, et par le fait même rendre plus efficace, les actions et politiques d'aide sur le plan international (Severino & Ray, 2012). Concrètement, une harmonisation entre les acteurs de l'humanitaire et ceux du développement signifie une plus grande collaboration, une meilleure répartition ainsi qu'un partage des informations essentielles. Ce travail de rapprochement entre les deux domaines augmente l'efficacité des opérations et aide à réduire les écarts ou erreurs. À moyen et long terme, ces changements favorisent la durabilité des activités d'aide en raison des bases plus solides établies par une plus grande harmonisation.

Le défi de la réduction de la fragmentation est difficile à résoudre. Les acteurs impliqués dans l'aide internationale doivent agir et réagir quotidiennement avec les complications et questionnements engendrés par les incohérences des actions. Une des composantes importantes dans l'effort de réduction est une meilleure répartition des responsabilités et tâches afin de mieux guider chacun des donneurs, et ce spécifiquement à chacun des pays où l'aide est distribué. Cette notion de répartition ordonnée s'inscrit, comme défini par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (OCDE, 2005), sur deux niveaux principaux : national et international. L'OCDE explique comment cette répartition désirée devrait être réfléchi sur ces deux mêmes plans :

« **National** : Cet aspect renvoie au nombre de donateurs présents dans chaque pays et chaque secteur. L'idée est d'encourager chacun des donateurs à s'interroger sur son rôle dans le pays et à déployer ses activités sur un nombre plus restreints de secteurs (sans diminuer pour autant son aide globale). **International** : Cet aspect renvoi à l'équilibre du nombre des donateurs dans les différents pays bénéficiaires. L'idée est d'assurer que chaque pays ayant besoin d'aide en reçoive, sans qu'il y ait une concentration excessive dans des pays "enfants chéris" des donateurs au détriment de pays "orphelins" de l'aide. » (OCDE, 2009)

La solution d'une meilleure répartition des tâches se bute cependant elle-même à ces propres combats et problèmes. Dans cette recherche vers une action collective efficace, la multitude de bailleurs de fonds représente un immense poids. Les auteurs Severino et Ray (2012) mettent en relation les concepts de prolifération des acteurs et de fragmentation de l'aide internationale sous une notion qu'ils nomment « action hypercollective ». Cette dernière est identifiée lorsqu'il y a présence de plus en plus d'acteurs, mais l'élément clé de cette notion demeure l'hétérogénéité de ces mêmes entités. Les chercheurs discutent du facteur hétérogène des tailles, structures, façons de procéder, objectifs, discours et motivations. Il ne faut alors pas confondre l'action hypercollective comme étant « [...] simplement davantage d'actions collectives, mais [surtout comme] des actions collectives de nature très différentes [...]» (Severino & Ray, 2012). Ils identifient des différences marquées entre l'action collective et hypercollective. Voici un tableau tiré de leur article *La fin de l'aide publique au développement : les enjeux de l'action hypercollective* :

		Action collective	Action hypercollective
	Exemples	Opérations de maintien de la paix, Union postale mondiale, Traité international des droits de l'homme, Négociation d'accords OMC...	Protection de la biodiversité, Lutte contre le changement climatique, Prévention de pandémies mondiales, Mise en œuvre de la Déclaration du millénaire...
A C T E U R S	Nature	Homogène	Hétérogène
	Quantité	Restreinte	Illimitée
	Participants aux débats	Représentants mandatés	Parties prenantes (auto-désignées)
P R O C E D E S	Niveau de coordination	Unique. Seuls les acteurs internationaux ont des relations internationales	Multiple. Acteurs locaux développent relations internationales autonomes
	Moyens utilisés	Institutions ou régimes internationaux	Accords complexes de gouvernance, réseaux, partenariats et discours
	Problèmes typiques	Véto d'acteur isolé bloque optimum collectif, solutions conservatrices	Dilution des responsabilités, articulation des différents niveaux de coordination

Source : Severino & Ray, 2012

Cette action hypercollective nous amène à questionner les incohérences et les enjeux qui teintent les relations des différents acteurs qui interagissent depuis déjà longtemps et qui sont confrontés à une collaboration grandissante à la suite de l'explosion du nombre de crises internationales. Deux larges secteurs qui se côtoient et s'entremêlent sur la scène de l'aide internationale sont le développement international ainsi que l'aide humanitaire. Ces secteurs regroupant chacun : bailleurs, bénéficiaires, ONG, OI, gouvernements et membres de la société civile ont de nombreux défis à braver. Les répercussions d'un manque de complémentarité et de collaboration entre le développement et l'humanitaire s'observent depuis des décennies et peuvent parfois être fortement dommageables. Cette relation problématique en lien avec la fragmentation de l'aide nuit souvent au fonctionnement à long terme des activités de l'aide humanitaire et ultimement à celles du développement. L'aspect de durabilité des efforts et des actions, mais surtout des résultats, est alors compromis. Les bénéficiaires de l'aide doivent recommencer les réparations⁴ ou, dans les pires cas, se retrouvent dans des situations aggravées.

2.3. L'aide humanitaire et le développement : une relation obligée, mais imparfaite

Alors que les notions de développement et d'aide humanitaire sont parfois mises en contraste et d'autres fois dépeintes comme deux éléments de même nature, il existe, dans tous les cas, une relation complexe qui oblige les deux domaines à se côtoyer étroitement. Les divisions classiques tracées entre l'humanitaire et le développement sont que le premier a des visées à court terme et le second à long terme; le premier cherche à sauver des vies dans un contexte d'urgence et le deuxième se penche plutôt sur des aspects économique, institutionnel ou social; l'humanitaire est apolitique et le développement est politique. Cette relation grossièrement définie laisserait alors croire que les deux domaines agissent indépendamment ou encore l'un à la suite de l'autre auprès des États et communautés.

Cependant, la réalité de cette relation ne peut être définie que par les aspects théoriques. En effet, sur le plan de la pratique il est compliqué de tracer une limite précise entre les actions et visions de l'aide humanitaire et celles du développement. L'auteur Hugo Slim confronte d'ailleurs l'argumentaire classique de différenciation des deux notions en expliquant que : « [...]

⁴ Le terme *réparations* fait référence à l'ensemble (ou presque) des actions de l'aide internationale notamment : financement, efforts, activités, formations...

both humanitarianism and development are concerned with saving life, both are short and long term, and both are political in the proper sense of being concerned with the use and abuse of power in human relations. » (Slim, 2000).

Les attachements reliant les deux composantes peuvent même expliquer une certaine relation de nécessité. On peut donc déclarer que, dans un contexte fragile ou moins développé, le développement a besoin de l'humanitaire pour pouvoir faire son travail et que l'humanitaire a besoin du développement pour ne pas avoir à répéter le sien. Aussi, il est aujourd'hui faux de penser que les limites des actions sont toujours claires. Les deux domaines ont souvent tendance à s'entremêler pour diverses raisons.

Du côté de l'aide humanitaire, la vision du court terme qui lui est associée ne représente pas une solution durable aux problématiques d'ordre humanitaire. C'est pourquoi la recherche de durabilité est souhaitable dans le but de ne pas devoir recommencer les activités d'aide à chaque choc ou catastrophe touchant les bénéficiaires de cette aide internationale. Dans le même ordre d'idée, il apparaît progressivement que faire des tâches d'urgence seulement est irréaliste ou encore insuffisant pour les ONG d'aide sur la scène mondiale dans les contextes actuels. Ces dernières sont alors nombreuses à se tourner vers la pratique de développement (Dauvin et Siméant, 2002). Cependant, il est également prouvé qu'il est plus évident d'obtenir du financement pour les projets de type humanitaire que pour ceux du domaine du développement, ce qui peut résulter en une variété des visions chez les ONG (Dauvin et Siméant, 2002).

Du côté du développement, il y a un réel besoin de certaines bases en termes d'environnement de travail afin que les projets puissent être menés. Autrement, un contexte favorable et non urgent permet une meilleure pratique, ce qui peut être fournie, ou appuyée, par l'aide humanitaire. Sans des conditions de pratique convenables, une bonne évaluation des risques ou encore un lien établi avec les systèmes locaux, le développement aurait un éventail de réussite plus limité aux pays où la situation est stable (Brière et Proulx, 2013). Tel que mentionné un peu plus haut, le secteur de l'humanitaire détient une plus grande facilité à décrocher du financement puisque les réussites des projets de développement sont beaucoup moins tangibles étant donné leur caractère à plus long terme. De ce fait, certaines ONG varient leurs directions en appuyant des projets humanitaires tout comme des projets de développement, ce qui contribue à un rapprochement parfois plus ou moins ordonné des deux sphères.

À la lumière de certaines divergences et convergences entre les domaines de l'humanitaire et du développement international, des questions s'imposent quant à la problématique de complémentarité et d'efficacité des deux éléments. Ces derniers, confrontés à une collaboration étroite et inévitable, ont de nombreux défis particuliers et collectifs à relever. Cet entrecroisement entre les notions d'humanitaire, de développement et de sécurité est certain et les problématiques que cela peut entraîner ont des effets sur les interactions à court terme. Cependant, ces problématiques se poursuivent et/ou en enclenchent d'autres en ce qui concerne le travail et les résultats à long terme des activités d'aide humanitaire et de développement international (Lie, 2017) (Grünewald, 2009). L'argent, les efforts et le temps investis ne doivent pas être en vain. Plus important encore, le sort des populations des États fragiles est à risque si les actions menées ne prennent pas en considération l'optique de durabilité ou si celle-ci est compromise.

3. Problématique de durabilité : quelle visée?

Dans les efforts d'agencement des activités et de la collaboration de l'aide humanitaire ainsi que du développement international, le concept de durabilité semble être récurrent en matière de limitations ou encore de difficultés. Alors que les résultats attendus des actions d'aide internationale permettent une justification du financement auprès des bailleurs de fond, de la communauté internationale et du public, il apparaît évident sur le plan financier que la durabilité des activités est importante à moyen et long terme. Dans une optique humanitaire plus large et dans un contexte complexe, l'idée de la sécurité globale classifie *de facto* l'élément de durabilité comme un facteur essentiel. Tel qu'abordé en début de texte, les effets d'une paix et du maintien d'un niveau de sécurité adéquat en zones de conflit ou chez les États fragiles s'étendent en premier lieu aux communautés aidées, puis à l'État, aux zones régionales et finalement à l'ensemble de la collectivité internationale.

Une multitude d'acteurs bénéficierait de la durabilité des efforts d'aide internationale. La question n'est pas si la durabilité est importante et nécessaire, mais plutôt de comprendre quelle visée elle peut prendre et sous quelle forme elle peut se manifester.

Dans les dernières années, le terme « résilience » résonne davantage dans les discours nationaux et internationaux⁵. L'utilisation de la résilience comme visée ou encore comme processus vers une sécurité globale et durable tend à grandir. À la suite d'une entrevue par Boris Martin, l'auteur François Grünewald souligne cette présence croissante de la notion de résilience :

Dans un contexte d'incertitude forte à tous les niveaux, le concept de résilience a des implications très fortes en termes de concept d'interventions. Les acteurs comme les bailleurs doivent mettre plus encore le concept de résilience au cœur de leur stratégie, même si ceci parfois peut donner l'impression que « sauver des vies » vient en deuxième position dans les agendas humanitaires. Il ne sert à rien de sauver des gens qui vont mourir immédiatement après (Grünewald, 2009).

Alors que les acteurs de l'humanitaire et du développement font face à des problématiques de coopération et d'alignement qui affectent les résultats à long terme des actions d'aide, la résilience apparaît pour certains comme un élément de solution, une orientation à soutenir. En ce qui a trait à la fragmentation de l'aide abordée plus haut, l'approche résiliente se pose comme un élément de solution favorisant l'opposé, donc un rapprochement des acteurs de l'aide. Les auteurs Lallau, Laissus-Benoist et Mbétid-Bessane (2018) expliquent la tendance résiliente comme « [...] un moyen pour mieux lier les temporalités de l'urgence et du développement, [...] » qui permettrait dans la pratique un appui mieux coordonné ainsi qu'une meilleure reconnaissance des méthodes locales. Ils ajoutent aussi qu'une approche résiliente « permettrait donc, *in fine*, d'accroître le ratio coûts-bénéfices et la durabilité des effets d'une intervention. » (Lallau, Laissus-Benoist et Mbétid-Bessane, 2018). La mise en valeur de ce qu'ils nomment les «capacités locales» prend une valeur nouvelle lorsqu'on parle de résilience. Cette meilleure coordination entre les acteurs et les activités offre une vision rafraîchie des liens, notamment pour la lutte contre la pauvreté, la faim ou même la vulnérabilité.

Nous devons préciser que le concept de durabilité dans le domaine de l'aide internationale et la notion de résilience dans le même contexte ne représentent pas la même chose. Se rapportant à de nombreux domaines et s'appliquant à une multitude de contextes, le concept de durabilité, notamment en ce qui a trait au développement durable, se lie très fortement à l'environnement. On veut alors pratiquer un développement international qui soit compatible avec les nouveaux

⁵ Il est utilisé par l'ONU, les ONG d'aide humanitaire et de développement, les OI, l'UE, l'UA et autres.

enjeux climatiques afin de freiner la crise environnementale. Un développement durable en est donc un qui, à long terme, n'entraîne pas davantage de conséquences environnementales (Flipo, 2014). Dans le domaine de l'aide internationale, on aborde également l'idée de paix durable qui représente une certaine visée d'une situation où un État se retrouve sous une paix plus ou moins absolue (Langer, Brown et Albers, 2016). Le caractère durable fait donc référence à ce qui peut « durer longtemps, qui présente une certaine stabilité, une certaine résistance » (Larousse, 2020). De son côté, la résilience a par définition un caractère davantage malléable et ne cherche pas particulièrement à être dans la stabilité. La résilience se classe majoritairement comme un processus à l'inverse de la durabilité qui elle se définit davantage comme un adjectif ou un état final et fixe.

Dans une même optique de long terme, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), acteur très présent dans les discussions sur la résilience, reconnaît également le fort lien entre résilience et durabilité. USAID croit que favoriser une telle approche engendre une réduction des besoins humanitaires à long terme (Joseph, 2018 :140). L'agence travaille d'ailleurs sur le sujet dans le contexte d'initiatives d'aide internationale au Sahel et dans la Corne d'Afrique qui combine à la fois le travail humanitaire et celui du développement (Joseph, 2018 :141). Du côté de l'UE, l'incorporation de la notion de résilience dans leurs activités est répandue dans leurs efforts de rapprochement et de coordination de l'humanitaire et du développement. C'est le cas notamment avec les projets SHARE (Supporting the Horn of Africa's Resilience) et AGIR (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience). L'UE justifie l'utilisation d'une approche résiliente sous le désir d'augmenter la coordination des stratégies d'aide humanitaire et de gestion des catastrophes additionné à une volonté de réunir plus efficacement les efforts à court terme et la planification à long terme (Joseph, 2018 :133-135).

Sous un angle sécuritaire, la résilience semble pareillement trouver son chemin. L'auteure Valérie Rosoux souligne la présence de cette composante dans les dialogues qui se penchent sur la question de réconciliation post conflit. Elle explique que « Pour la plupart des chercheurs et praticiens spécialisés dans la résolution des conflits, un seul et même scénario doit être favorisé : la réconciliation. Dans le même sens, les représentants officiels et les membres d'ONG stigmatisent l'appel à la revanche et valorisent la résilience. » (Rosoux, 2015). La résilience apparaît alors comme un outil d'apaisement des violences après un conflit.

L'utilisation de la notion de résilience est florissante dans les domaines de l'aide internationale et du maintien de la paix. Elle apparaît sous la forme d'un outil, d'une orientation ou encore d'un objectif. Cependant, des questions demeurent. Que représente réellement le terme résilience? Comment peut-il favoriser la durabilité des actions de l'aide internationale? Dans quel contexte une approche résiliente peut-elle évoluer?

4. La notion de résilience

Avant d'analyser les effets d'une approche résiliente, il est primordial de mieux saisir d'où arrive cette notion, les formes qu'elle peut prendre ainsi que sa place à la fois dans la littérature et dans la pratique. Tel que mentionné précédemment, le terme résilience utilisé dans les sciences sociales provient du domaine de la psychologie qui l'aborde comme une capacité de l'être humain à s'adapter à un changement et à mieux réagir aux futurs changements. Le mot important à retenir ici est celui de capacité. Dans le domaine de l'assistance humanitaire et du développement international, la notion de capacité est accrochée à celle de la résilience, mais, comme nous le verrons, s'étend à une plus grande échelle que seulement individuelle.

Dans son ouvrage *Varieties or Resilience : Studies in Governmentality* (2018), Jonathan Joseph explique que la notion de résilience prend une forme nouvelle au courant des années 1970 sous la littérature de l'écologie qui confère à la résilience une compréhension en termes de systèmes. L'utilisation des systèmes pour étudier la résilience est issue de la notion propre à l'ingénierie et aux mathématiques. Pour des raisons de contrastes entre les systèmes sociaux et mathématiques, la littérature de l'écologie en sciences sociales s'intéresse alors à observer comment un système peut se réorganiser et changer son état. Cette approche s'éloigne des mathématiques qui étudient le retour des systèmes à un état de base ou encore la conservation d'un équilibre ou *statu quo*. Cet état immobile est en effet rarement désiré ou conservé dans le cas des études écologiques (Joseph, 2018 :12). Pour les auteurs Walker, Holling, Carpenter et Kinzig (2004), la résilience est la capacité d'un système qui subit des changements extérieurs de se réorganiser tout en conservant les mêmes identités, fonctions et expériences. Dans leur évaluation du terme résilience, les chercheurs Benoît Lallau, Perrine Laissus-Benoist et Emmanuel Mbétid-Bessane identifient eux aussi l'élément clé de la capacité. Près de la pensée des auteurs précédents, la résilience y est définie « [...] comme la capacité des communautés et

des systèmes à faire face aux chocs, mais aussi à s'y préparer, voire à les éviter et s'y adapter sur le long terme [...] » (Lallau et Al., 2018). Ils ajoutent l'importance de percevoir la résilience comme transformative et nécessitant l'adaptation. Pour Richard Pagett, la résilience représente la capacité pour un système, par exemple un État, de maintenir les services considérés comme essentiels en même temps que surviennent des changements normaux ou extrêmes (Pagett, 2018 :137). Les auteurs Weichselgartner et Kelman reprennent eux aussi le mot capacité dans leur approche descriptive de la résilience. Ces derniers, sous un angle d'analyse géographique, y ajoutent d'ailleurs la notion de vulnérabilité. Cette notion fait notamment référence au lien entre l'utilisation de la résilience et la gestion et/ou réduction des risques. La littérature géographique ouvre donc l'approche résiliente à de nouveaux horizons, notamment les risques naturels et changements climatiques. Cette même littérature lie davantage les notions de résilience, de gestion des risques environnementaux ainsi que les éléments découlant de la société et ces capacités (Weichselgartner et Kelman, 2015). D'autres auteurs, Fridolin Simon Brand et Kurt Jax (2007), décrivent un récent éloignement avec la littérature écologique et géographique avec une vision de la résilience plus sociale et surtout plus politique tenant compte de l'angle institutionnel.

Globalement, dans la littérature actuelle sur la résilience, une considération temporelle est exigée afin de mieux comprendre comment on peut mettre en pratique et/ou évaluer la résilience, notamment dans le domaine des relations internationales. Cette approche, qui tient compte de la temporalité, positionne la résilience comme un processus et non comme un état ou une finalité. Sous cet angle, la résilience s'analyse donc selon des trajectoires allant d'un temps t_1 à un temps t_2 ou autre. Les résultats et les évaluations approchés selon une trajectoire de résilience favorisent l'observation de changements à travers le temps, ce qui est plus difficile à évaluer sans période comparative (Lallau, Laissus-Benoist et Mbétid-Bessane, 2018).

Il apparaît donc qu'en sciences sociales la notion de résilience dans des contextes différents, prend des sens divergents, ce qui lui confère un caractère polysémique (Dauphiné et Provitolo, 2007). Les différences semblent également apparaître selon quel élément est étudié; l'individu, les foyers, les communautés, l'État. Pour certains auteurs, le caractère très variable de ce que peut représenter la résilience soulève des questions quant à sa définition et l'utilisation théorique et pratique que l'on peut en faire.

4.1. Une notion controversée

Bien que la résilience dans son sens général ne soit pas une nouveauté, sa montée en popularité dans les discours à caractère politique et social représente une vision nouvelle. Ce qui change la perspective, c'est la vitesse à laquelle le terme s'est retrouvé dans une panoplie de domaines, allant des mesures nationales contre le terrorisme aux plans de développement international, sans toutefois une base théorique solide et confortant l'ensemble des chercheurs et auteurs qui l'analysent (Joseph, 2018, Introduction). Ce qui rend également le terme résilience controversée c'est ce qu'il représente en théorie. En effet, de nombreuses zones grises demeurent quant à comment nous pouvons définir et expliquer la résilience. Il n'est pas hasardeux que dans ce texte, le terme résilience soit discuté comme une notion et non un concept. Pour qu'elle puisse passer au rang de concept, il doit y avoir existence d'une théorie de la résilience ce qui n'est pas le cas présentement (Lallau et Al., 2018 :12). Cependant, la notion de résilience ne devient pas illégitime à l'emploi et à l'analyse puisqu'elle détient un facteur mobilisable qui lui confère une large présence dans la littérature et dans les pratiques des gouvernements, des ONG, des organisations régionales, etc.

Les principales critiques formées à l'égard de la résilience sont que la notion serait davantage :

[...] un postulat néolibéral, pour lequel un individu est toujours capable de faire face et de se réaliser, quelles que soient les difficultés rencontrées; conservatrice dans sa matérialisation, dans la mesure où elle viserait plus à un retour à l'équilibre et au *statu quo ante*, donc contradictoire avec son ambition de renforcement des capacités et de transformation des conditions d'existence et des modes de vie [et] un alibi pour le désengagement de l'aide, car [...] les populations sont capables de mobiliser leurs propres ressources pour faire face aux risques et aux chocs [...] (Lallau et Al., 2018 :10).

Bien que la reconnaissance des faiblesses de la notion étudiée est essentielle à identifier et à garder en tête lors de l'analyse de celle-ci, cela ne signifie pas pour autant que son utilisation et son étude sont invalides. Au contraire, les limites de la résilience peuvent ouvrir des réflexions approfondies tout en demeurant conscient de la marge d'erreur. D'un autre côté, l'étude de la résilience dans les efforts d'aide internationale peut être une possibilité d'angle d'analyse des pratiques locales, même si ces populations du Sud ne se sont pas encore emparées de la tendance résiliente. L'idée n'est pas à rejeter, au contraire (Lallau et Al., 2018 :10). Finalement, la popularité de la résilience n'est pas à passer sous silence dans les

recherches. Que l'on accueille positivement ou avec quelques craintes la notion de résilience, la réalité est qu'elle est bel et bien là. Elle est dans les discours, mais également dans les écrits, plans et évaluations (Welsh, 2014). C'est, entre autres, sur cette observation que se positionnent les prochaines sections de cette rédaction.

4.2. Les types de résilience

Dans la section précédente, il a été expliqué en quoi la notion de résilience en est une à tendance variable selon qui l'utilise et dans quel contexte. Cette malléabilité du terme se retrouve aussi dans l'énumération et le classement des multiples formes que peut prendre la résilience en sciences sociales et en relations internationales.

Par l'intermédiaire d'une étude de cas mené sur l'aide humanitaire en zone LRA dans l'Est de la République Centrafricaine, Perrine Laissus et Benoît Lallau (2013) soulèvent deux familles de résilience : « Cette capacité à faire face à l'incertitude peut ne pas être de nature purement endogène [...] : nous distinguons entre résilience spontanée et résilience suscitée. Spontanée lorsqu'elle découle de stratégies non appuyées par une intervention extérieure, suscitée, lorsqu'au contraire elle est le fruit d'une telle intervention. » (p. 98). Même si une résilience spontanée existe et est pertinente pour les populations touchées par des crises, le contexte de recherche actuel qui met en relation le *nexus* humanitaire-développement avec une approche résiliente, s'inscrit dans une optique d'interventions et donc de résilience suscitée.

Maintenant, la majorité des organisations gouvernementales, ONG et OI ont ouvert la porte à la tendance résiliente. Chacun avance une approche et des catégories de la résilience qui lui sont propres. L'objectif ici n'est pas de démystifier chacune des approches, mais plutôt d'offrir au lecteur une toile de la résilience dans un contexte d'aide internationale en y soulignant les tendances et éléments clés. Selon cette perspective, il est possible d'aborder ce que Lallau, Laissus-Benoist et Mbéid-Bessane (2018) décrivent comme les échelles de la résilience. En effet, l'orientation de l'approche résiliente est modifiée par les acteurs qu'elle vise ou qu'elle concerne. Selon les visées, on parlera de la résilience d'un pays, d'une région, d'une communauté, d'un ménage ou encore d'un individu. Joseph aborde aussi à maintes reprises la résilience à l'échelle communautaire (*Community resilience*). Plus précisément, il mentionne que

les auteurs Berkes et Ross (2015) rapprochent et joignent les discussions sur la résilience – à la fois en psychologie et en écologie – pour en faire émerger le concept de résilience communautaire. Joseph ajoute: «Community resilience looks at how people work together to survive. [...] Community resilience can also be linked to the idea of wellness and well-being, connecting psychological and social capital approaches.» (Joseph, 2018 :14) ce qui apparaît comme une échelle de résilience à valoriser pour des interventions d'aide internationale, autant en humanitaire qu'en développement, efficaces et durables avec des résultats plus facilement observables en comparaison à une échelle plus grande.

Avec sa publication *Varieties of Resilience : Studies in Governmentality*, Jonathan Joseph explore les variétés de la résilience auprès des principaux acteurs internationaux et des tendances majeures de la résilience comme thématique de durabilité. Dans le contexte des interventions d'urgence et de développement international, il met en lumière la vision de cinq grands joueurs du domaine : le Royaume-Uni (1); l'Union européenne (2) en précisant les approches de l'Allemagne (3) et la France (4); ainsi que les Etats-Unis avec USAID (5).

En ce qui concerne le Royaume-Uni (1) et son département pour le développement international (DFID), l'approche résiliente se divise en quatre catégories. Elles sont la résilience économique qui s'intéresse à comment l'économie résiste aux chocs; la résilience physique en lien avec les infrastructures; la résilience sociale qui se penche sur la résistance et l'amélioration des institutions et finalement la résilience environnementale traduite en termes de capacité d'affronter les conséquences des catastrophes naturelles. Dans sa documentation, le DFID aborde également la résilience nationale qui réfère à la formation des acteurs du gouvernement et ceux de la société civile. Du côté de l'UE (2), on y voit une orientation de la résilience d'avantage sur le plan de la sécurité et des forces de l'ordre. L'UE discute notamment d'une résilience contre l'extrémisme et les violences. En troisième plan, son approche s'aligne également sur la résilience locale, qui peut faire penser à la résilience communautaire. Pour l'Allemagne (3), il y a présence d'une approche résiliente qui concerne les individus et les communautés locales, cependant la vision principale est nationale et accorde une importance majeure au rôle de la société civile et des institutions étatiques en matière de résilience. En ce qui a trait à la France (4), la documentation ne mentionne que très peu la notion de résilience comme approche à favoriser, mais elle n'en est pas complètement absente. La résilience est principalement énoncée

lorsqu'il est question des changements climatiques ou encore d'économie chez les États fragiles. L'approche résiliente en termes de développement, qui semble nouvelle dans les discours français, souligne une orientation psychosociale faisant référence aux origines profondes de la notion. Cet aspect se démarque, mais étend le sujet de la résilience à une dimension de la santé mentale, ce qui lui confère une certaine pertinence et originalité. Finalement, USAID (5) perçoit son approche résiliente comme étant liée à la gouvernance démocratique, la durabilité, l'éducation et les capacités des individus. Cet éventail large se traduit souvent par une volonté de rapprochements entre les interventions d'aide humanitaire et celles de développement afin de pouvoir travailler à la fois sur des objectifs à court et long terme (Joseph, 2018, chapitre 4).

Sur un plan global, les approches énoncées se regroupent sous un même concept. Il s'agit de la *Resilience Building* (construction de la résilience). Le terme, plus souvent utilisé dans la littérature anglophone et surtout anglo-saxonne, rappelle celui du *State Building* (construction ou reconstruction étatique) très présent dans le langage de l'aide internationale, principalement en développement. La *Resilience Building* comme processus guide de plus en plus les pratiques du développement international et influence aussi celles du domaine de l'humanitaire (Welsh, 2014) dont les objectifs et moyens convergent.

5. La Resilience Building

On retrouve la mentalité de la *Resilience Building* adjacente à de nombreuses thématiques en humanitaire et en développement. Par exemple, elle se retrouve dans les discussions sur les changements climatiques et la gestion des risques et catastrophes naturelles (Banque Mondiale, 2013); dans l'étude et les recommandations d'ordre économique, notamment chez les communautés à faibles revenus (Miller, 2017); au cœur de recherches concernant la sécurité alimentaire (McConney et Al., 2015); ainsi que dans les dialogues abordant les notions de paix, sécurité et développement durable (Michel, 2018). Dans tous les cas, lorsque l'on nomme la *Resilience Building*, on fait référence à cette fameuse notion de capacité. La construction de la résilience peut donc être comprise comme une volonté des acteurs de l'aide internationale de développer chez les autres (receveurs de l'aide) les capacités de la résilience. Cette tendance récente est utilisée par les acteurs de l'aide dans l'optique de rapprocher les actions de l'humanitaire et celle du développement afin de rendre les activités sur le terrain plus efficace et

plus durable. La *Resilience Building* ne se retrouve pas uniquement sur le plan international, mais aussi à un niveau national sous une panoplie de thématiques. Cependant, lorsque discuté sur la scène internationale, la construction de la résilience et les pratiques à adopter sont beaucoup moins variées. Le sujet est également moins controversé, c'est-à-dire que les acteurs tendent à mieux s'entendre et à faire plus facilement converger leurs idées à l'échelle internationale que dans leurs distinctions nationales. Ce rapprochement des pratiques et pensées s'explique majoritairement en raison de la dominance de la pensée anglo-saxonne sur la scène internationale, qui est notamment plus présente dans une large part des ONG (Joseph, 2018 :121).

Afin de mieux définir ce qu'est la construction de la résilience, voici un tableau y résumant ses principales caractéristiques qui seront discutées dans la prochaine section :

Critères de la construction de la résilience

Développe la capacité de résilience chez les bénéficiaires de l'aide	Favorise une meilleure coordination entre les acteurs de l'humanitaire et du développement	Propose des activités d'aide à un niveau communautaire
Personnalise les interventions d'aide selon les besoins des bénéficiaires	S'inscrit dans la tendance du <i>Soft Power</i> (démilitarisation, rôle de facilitateur, etc.)	Fait suite à une résilience suscitée et peut être combinée à une résilience spontanée

5.1. Les avantages et les risques de cette approche

Le premier avantage associé à l'approche de la *Resilience Building* est qu'elle vise et priorise une meilleure coordination entre les acteurs du développement et ceux de l'humanitaire. Ce lien, qui va au-delà du *nexus*, favorise alors une réponse à long terme améliorée et une meilleure cohérence. Dans la même idée de durabilité, les tenants de la construction de la résilience accordent tous une large importance au fait de s'attaquer aux sources des problématiques de la crise, et aux sources de reconstruction, à un niveau inférieur à celui de l'État. En effet, le processus de résilience est à lier avec des interventions qui se situent davantage au niveau communautaire avec une collaboration plus directe avec les individus et leurs besoins. Ce

rapprochement avec ceux-ci confère aux projets et à l'aide un caractère beaucoup plus personnalisé en fonction des besoins (Joseph, 2018, chapitre 4). Cette approche à l'échelle communautaire s'insère comme un élément essentiel à la durabilité.

Cependant, une approche résiliente au palier communautaire peut rarement s'effectuer de manière unilatérale. Autrement dit, dans les situations post conflit, il est rare que la résilience soit seulement spontanée et ne requiert la participation d'acteurs externes. Bien que ce qui est souhaitable ce sont des projets pensés et réalisés du bas vers le haut (approche *bottom up* vs *top down*), le financement, élément crucial, l'aide d'urgence et l'assistance au développement proviennent majoritairement de sources extérieures comme des ONG, ou des organisations régionales et/ou gouvernementales (Joseph, 2018, chapitre 4).

D'un autre côté, malgré que l'approche de la *Resilience Building* s'inscrive toujours dans un angle d'aide allant du haut vers le bas pour certaines composantes, la relation entre le local et le global change et peut-être changera davantage. Effectivement, comme avec le concept de sécurité globale, une résilience améliorée au niveau local peut aider à son tour le global à être lui aussi plus résilient. Ce changement de direction est intéressant et, à plus long terme, améliorera probablement les conditions pour l'émergence de résilience spontanée auprès de d'autres communautés à la suite de conflits, catastrophes ou crises (Korosteleva, 2020).

Un autre avantage que l'on peut voir à l'utilisation d'une approche résiliente dans le domaine de l'aide internationale est qu'elle promeut une méthode qui tombe significativement plus dans le *soft power* (manière douce) que dans la pratique de son opposé, le *hard power* (manière forte). En effet, on peut y voir ici un avantage si l'on considère que le rôle de facilitateurs ou encore de conseillers que jouent les acteurs externes sous la *Resilience Building* en est alors un moins radical et plus à l'écoute des demandes et besoins du pays où les interventions sont menées. Cela rappelle notamment l'approche à l'échelle local/communautaire mentionnée plus haut. Cette manière douce permet, entre autres, la favorisation des discussions ainsi qu'un éloignement avec des interventions et/ou un contrôle de nature militaire. Ces derniers étant moins encouragés en situation post conflit où il y a souvent des efforts de démilitarisation et de diminution des violences (Joseph, 2018, chapitre 4). Des efforts semblables ont été observés en Somalie à travers une démilitarisation opérée par le milieu des affaires et un système d'éducation incitant les jeunes aux activités non violentes (Menkhaus, 2004 :162). Bien entendu, tout n'est pas noir

ou blanc et certains acteurs externes pourraient aussi jouer la carte du *soft power*, mais diriger en parallèle des opérations militaires, comme c'est le cas avec l'UE et la lutte à la piraterie somalienne (Grünwald, 2009).

Un des risques qui concerne le financement des projets d'aide et de développement auprès des États fragiles est celui du manque d'intérêts ou de sécurité économique que peuvent représenter ces endroits pour des investisseurs étrangers. La perspective de la *Resilience Building* met l'accent sur une dimension économique à long terme qui, bien expliquée, encourage les bailleurs de fonds et les investisseurs à soutenir des projets de développement (FMI, 2015, chapitre 2)

L'angle de la construction de la résilience est imparfait, comme tout type d'interventions, il comporte ses risques et désavantages. L'un d'entre eux est que les pays, et leurs organisations d'aide internationale, pratiquent la *Resilience Building* dans les endroits où ils y voient un avantage envisagé ou réel. Cela s'observe notamment avec les projets de développement de l'UE auprès de la région du Sahel qui révèlent des intérêts de nature géographique et historique pour le donateur (Joseph, 2018, chapitre 4). Cette sélection par intérêts peut alors s'avérer inégale, puisque certains États nécessitant de l'aide peuvent être davantage laissés de côté par les pays donateurs et le financement des ONG dans ses régions diminue et est plus difficile à aller chercher auprès des bailleurs. Dans le même ordre d'idée de distribution ou de pratique inégale, il y a également un risque de débalancement des effets de la construction de la résilience. Cela fait référence à la question suivante : La résilience pour qui? Autrement dit, selon qui est visé par les mesures résilientes et qui ne l'est pas (État, communauté, individu...), les répercussions peuvent varier et certains pourraient se retrouver « gagnants » et d'autres « perdants » (Davoudi, 2012 :306).

Un second danger à considérer en ce qui a trait à la construction de la résilience se rapporte au concept de *global governmentality* abordé par Joseph. La présence d'acteurs externes et leurs processus d'évaluation de la résilience à travers de multiples variables perpétuent la relation de domination que détiennent les pays occidentaux sur les pays en développement et les États plus fragiles. Avec la résilience, le contact est toutefois différent étant donné le caractère autonome qu'elle projette de donner aux communautés et gouvernements résilients. Simplement, le concept de *governmentality* (gouvernementalité) se traduit par une gouvernance « à distance » suivant

une internalisation de pratiques souvent néolibérales. Elle s'observe dans la relation entre un gouvernement et sa population, mais s'applique ici à l'échelle internationale entre les pays dominants et les dominés. Lorsqu'un gouvernement, ou des institutions d'aide, donne les outils nécessaires à sa population pour être résiliente, donc ultimement plus autonome face aux changements, il façonne la mise en pratique de certains comportements ou réactions qui lui convient. Welsh (2014) aborde certains risques associés à la gouvernamentalité à travers la construction de la résilience. Il l'introduit ainsi:

Outside the hallowed walls of the academy, resilience has fast become 'a pervasive idiom of global governance' (Walker and Cooper 2011, 144) where 'resilience functions more as ideology . . . promoting a post-political life of constant adaptation, [and] the abandonment of long-term expectations' (Duffield 2011, 15). Fundamentally this is a discourse about human security in a complex networked world (Welsh, 2014 :19).

Ce phénomène se dresse également lorsque l'on aborde la *Resilience Building* en relations internationales. Les acquis en termes de résilience chez un État sont souvent réfléchis dans un contexte occidental. Cela s'apparente à la notion de bonne gouvernance dont la définition, l'interprétation et l'évaluation proviennent davantage du Nord que du Sud (Joseph, 2018, chapitres 1 et 4).

Finalement, il y a aussi le risque de voir en la *Resilience Building* une solution miracle aux difficultés de l'aide. Cette approche, bien que populaire, ne représente pas toujours une nouveauté (Joseph, 2018, chapitres 1 et 4). Elle est positive dans le sens où elle promeut des valeurs d'écoute et de collaboration, elle enlène des objectifs à long terme en matière de durabilité, elle met de l'avant les initiatives locales et aide à favoriser une sécurité locale et globale plus grande par le *soft power*. Mais, elle n'est pas parfaite et ne règle pas tous les problèmes. Elle reformule plutôt d'anciennes pratiques sous l'angle prisé de la résilience. Toutefois, le fait de voir la résilience comme un processus et non comme une finalité est un avantage. La construction de la résilience est enclenchée, notamment en Somalie, et elle pourrait convenir à d'autres, comme au Yémen. Dans l'objectif de mieux analyser comment le Yémen est un bon candidat à l'approche résiliente et comment celle-ci pourrait s'y traduire, la prochaine section portera sur une mise en contexte du conflit qui en fait aujourd'hui une des pires crises humanitaires.

6. Mise en situation : Yémen

Brève genèse des évènements menant à la crise actuelle

Les origines du conflit actuel au Yémen sont profondes auprès de la population yéménite. Il en résulte aujourd'hui une large crise humanitaire avec des conséquences multidimensionnelles qui sont la somme de beaucoup d'évènements. Dès les années 1990, de nombreuses tensions sont tangibles entre plusieurs groupes détenant des visions différentes pour l'avenir politique, social et religieux du Yémen. Durant la même période, le Yémen est unifié en la République du Yémen. Son président, Ali Abdullah Saleh, auparavant président au sud, ressent déjà une opposition à son pouvoir en la montée du groupe armé des Houthis au nord. Entre 1994 et 2010, de nombreux conflits opposent les forces présidentielles au sud et les forces rebelles au nord.

L'année suivante, en 2011, le monde arabe est secoué par les révolutions du Printemps arabe et le Yémen, déjà sous tensions, n'échappe pas à la vague. Les protestations quant à la présidence de Saleh s'amplifient et celui-ci, devant une escalade du conflit, se voit contraint à quitter le Yémen pour se réfugier temporairement chez son pays voisin et allié; l'Arabie Saoudite. Plus tard dans la même année, Saleh quitte officiellement ses fonctions présidentielles. La relève est assurée par Abdrabbuh Mansour Hadi de 2012 à 2015. C'est à la suite de l'annonce de la future fédération en six régions du Yémen que la crise s'envenime davantage.

Même si le début de la crise au Yémen demeure difficile à définir en une date précise, dans le cadre de cette analyse nous établirons que 2014 marque de manière significative la montée du conflit et de son importance auprès de la communauté internationale. C'est vers la fin de 2014 que le groupe rebelle des Houthis s'empare de la capitale yéménite, Sanaa, et accentue son contrôle sur le territoire, notamment dans la ville portuaire d'Hodeida. Au début de 2015, le président Hadi démissionne de son poste. Près d'un mois plus tard, les Houthis ont l'emprise sur le gouvernement du Yémen.

D'autres acteurs entrent alors en jeu et viennent ajouter aux multiples dimensions déjà existantes. Tout d'abord, il y a une montée des groupes terroristes dans la région qui participe à l'aggravation de la situation. Ensuite, une implication internationale fait son entrée sous une coalition d'États arabes dirigée par l'Arabie Saoudite. Les bombardements et violences

augmentent (Arab Center Washington DC, 2017). Malgré certains cessez-le-feu encouragés par la communauté internationale et les Nations unies, les négociations pour le rétablissement de la paix au Yémen ne sont pas concluantes, on parle désormais du cas du Yémen comme une des plus grandes crises humanitaires de son époque.

Les acteurs et leurs motivations

Une panoplie d'acteurs locaux, régionaux et internationaux a joué un rôle dans le conflit au Yémen. Parmi ceux-ci, cinq entités sont à aborder afin de mieux saisir les motivations qui guident l'évolution des événements. Le premier acteur est le groupe rebelle des Houthis, soutenu par l'Iran. Ce groupe se veut à l'origine un mouvement de revendication à caractère religieux, mais il a évolué vers des objectifs politiques plus larges au cours des 15 à 20 dernières années, menant le combat face au gouvernement yéménite. L'auteur Laurent Bonnefoy explique leur évolution ainsi:

Le mouvement houthiste, qui revendique le renouveau de l'identité zaïdite, branche spécifiquement yéménite du chiisme, l'illustre bien. Au fil de la décennie 2000, son émergence [...] ne peut être déconnectée de la transformation des équilibres religieux depuis les années 1960 dans les hautes terres, autrefois dominées par le zaïdisme. D'une réaction marginale, le mouvement est devenu central du fait de sa répression lors de la guerre menée de 2004 à 2010 par le pouvoir d'Ali Abdallah Saleh. La tentative de modification des équilibres tribaux par ce dernier et l'armée a directement contribué à l'ancrage territorial des houthistes, érigés en défenseurs d'une certaine tradition. (Bonnefoy, 2020)

Le second acteur est le Cabinet du Yémen et ses forces armées. Autrement dit, il s'agit du gouvernement du premier ministre Ma'in Abdulmalek reconnu par la communauté internationale et qui s'oppose aux attaques des Houthis par le biais de ses forces militaires nationales afin de maintenir ou plutôt regagner le contrôle de l'État yéménite. Cet acteur ne se trouve pas actuellement au Yémen en raison de l'intensité du conflit et les violences engendrées par celui-ci. L'équipe gouvernementale est jusqu'à nouvel ordre située en Arabie Saoudite qui leur confère un support dans cette guerre civile (European Council on Foreign Relations, 2019).

Le troisième acteur clé est la coalition d'États arabes dirigée par l'Arabie Saoudite en collaboration avec le Cabinet. Avec son entrée dans la conflit en mars 2015, elle représente également l'implication des puissances occidentales (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, etc.) dans le conflit en raison du financement et du support que celles-ci procurent à la coalition pour mener de violents combats contre le groupe rebelle au Yémen (Bonnefoy, 2020). La coalition

sous le nom *Operation Restoring Hope*, mène notamment des bombardements au dessus du territoire yéménite, un contrôle des frontières et des biens qui entrent ou sortent du Yémen (Blumi, 2018).

À cela s'ajoute comme quatrième acteur les groupes terroristes. Al Qaeda et l'État islamique étaient déjà actifs dans la région, mais ils ont élargi leur influence et leurs attaques en raison du conflit. En effet, ceux-ci ont su profiter du contexte chaotique au Yémen pour favoriser leur expansion. Cet élément ajoute une nouvelle dimension aux combats et motivations, notamment en ce qui a trait aux efforts du gouvernement Hadi et de la coalition internationale (European Council on Foreign Relations, 2019).

Finalement, le dernier acteur concerné est celui de la population yéménite. Celle-ci, de tous les acteurs impliqués, est celle qui est le plus gravement touché par le conflit. En effet, elle subie les bombardements de chacun des belligérants, les attaques du groupe rebelle et des groupes terroristes et toutes autres conséquences de ces violences. Il s'agit d'ailleurs du groupe le plus vulnérable puisque sa sécurité dépend des actions des autres entités. Aussi, une grande partie de cette population se retrouve réfugiée chez des pays voisins et certains plus éloignés. De leur côté, ceux toujours en territoire yéménite font face à une crise humanitaire importante (OMS, 2017).

Les conséquences du conflit

Pour la population du Yémen, les conséquences du conflit sont catastrophiques. Depuis 2014, le nombre de décès ne cesse d'augmenter et il était estimé au début 2019 que près de 80% de l'ensemble de la population nécessitait une assistance humanitaire. Les violences armées engendrées par l'ensemble des groupes belligérants (bombardements, attaques, etc.) sont néfastes, mais les conséquences ne s'arrêtent pas qu'à celles-ci. De nombreux autres problèmes surviennent et s'aggravent à la suite des combats. Les violences sexuelles envers les femmes (viols et agressions) ont connu une augmentation de 63% entre 2015 et 2019 (Oxfam Québec, 2019). L'accès aux soins de santé est très limité en raison d'un manque de matériel, d'un manque de ressources financières et humaines et de plusieurs infrastructures détruites (MSF, 2021). En 2017, le Yémen connaissait d'ailleurs la plus importante éclosion de choléra auprès de sa population. Du côté de l'économie, cette dernière s'est effondrée entraînant une baisse ou

absence de salaire pour beaucoup de Yéménites. Les insécurités alimentaires font également partie du tableau d'ensemble en raison de l'approvisionnement très difficile, donc d'un manque de denrées qui lorsque présentes se vendent extrêmement chères (Oxfam International, 2021).

En réponse aux violences et autres difficultés, une large partie de la population yéménite a été forcée à se déplacer dans des campements en région plus éloignée du Yémen ou chez des pays voisins. Les populations déplacées vivent actuellement, et depuis quelques années, dans des conditions lamentables (UNHCR, 2020).

Malgré l'ampleur du conflit, les acteurs de l'humanitaire sont présents sur le territoire yéménite pour offrir une aide d'urgence et tranquillement préparer le terrain aux futures interventions de développement. En lien avec notre analyse, nous soulevons ici la question de l'approche résiliente appliquée au cas du Yémen. Autrement, comment la *Resilience building* peut s'exprimer dans le cas yéménite et sous quelles actions?

6.1. Une résilience post conflit pour le Yémen?

La popularité récente de la notion de résilience est large auprès de la communauté internationale. Il est évident qu'elle continuera d'orienter les futures discussions (et celles actuelles) qui concernent les pratiques de l'aide internationale du côté de l'humanitaire comme du côté du développement. L'approche résiliente commence déjà à nous indiquer certaines voies à prendre et d'autres à éviter. Malgré son caractère récent, les efforts d'enseignement sont à considérer dès aujourd'hui afin d'améliorer la durabilité et la sécurité globale. Nombreux seront les États ou régions à travailler à une construction de la résilience. Parmi ceux-ci, le Yémen apparaît comme un bon candidat à la *Resilience Building*.

La crise au Yémen, qui dure depuis plus ou moins l'année 2014, est définie comme une guerre civile, mais s'ouvre à de multiples autres qualificatifs : crise humanitaire, famine, conflit armé, etc. (Amnesty International, 2020). Les acteurs de l'humanitaire y sont déjà présents, non sans difficulté, et malgré la continuité du conflit, les discussions sur les mesures et approches post conflit sont déjà sur la table. En effet, la notion de résilience n'en est pas absente et cela pour de nombreuses raisons. Dans un premier temps, en plus du contexte d'incertitude à l'échelle internationale, les événements spécifiques au Yémen détiennent eux aussi une dimension complexe. La panoplie d'éléments et d'acteurs impliqués (famine, conflit culturel/religieux,

groupes terroristes, groupe rebelle, forces de pays voisins, enjeux climatiques, etc.) représente une grande quantité de facteurs à risque de faire basculer à nouveau le pays dans une crise, même une fois la présente terminée. Son caractère d'État fragile positionne le Yémen à risque d'une instabilité plus profonde que celle de la crise actuelle. Afin de contenir le tout, l'approche résiliente se dresse comme une voie logique pour que la résolution du conflit soit durable et que la situation post conflit soit stable et améliorée (UNDP, 2015). Suivant ce même raisonnement, la *Resilience Building* permet une ouverture vers une sécurité locale améliorée, donc une meilleure sécurité globale. Ceci s'applique également en termes de résilience locale ainsi que globale.

Un autre élément du cas yéménite qui en fait un bon postulant à la *Resilience Building* est celui de la présence humanitaire actuelle. Étant donné que les acteurs de l'humanitaire y sont déjà présents, il est important pour ces derniers de garder en tête des visées à long terme. Si l'on aborde aujourd'hui la thématique de la résilience comme processus, la transition entre l'humanitaire et le développement en sera amélioré comme expliqué aux sections 2. à 2.3.

Dans un autre ordre d'idée, le conflit au Yémen en est un armé. Une approche résiliente, tel que discuté dans la section précédente, s'inscrit davantage dans le *soft power*. Ce qui est à favoriser dans une situation où l'on cherche la démilitarisation des acteurs ainsi qu'une réduction de la violence.

Autrement, sous un angle plus économique, la construction de la résilience au Yémen permettrait potentiellement à celui-ci de ne pas être simplement fonctionnel ou stable, mais également un pays davantage confortable avec des opportunités d'ordre commercial. La résilience de ses populations locales, mais également de ses institutions pourrait ouvrir la porte à une moins grande dépendance à l'international en termes de possibilités et d'atouts économiques. La notion de sécurité au Yémen se glisse également sous ses arguments. Les opportunités de travail peuvent en effet encourager les jeunes à étudier et/ou se trouver un emploi dans un domaine licite et ainsi les éloignés des activités illégales et violentes. Dans une vision plus large et à moyen/long terme, cela pourrait également décourager une fuite des cerveaux, encourager le retour des personnes réfugiées et permettre au Yémen un développement positif.

Dans un dernier temps, le cas spécifique du Yémen en est un qui comporte des similitudes avec le conflit en Somalie où les mesures de résilience s’observent déjà depuis plusieurs années. En ce sens, les apprentissages tirés du contexte somalien peuvent nourrir des réflexions et des recommandations utiles à la construction de la résilience en territoire yéménite dans une optique de sécurité durable. Cependant, avant de se pencher sur des recommandations, il apparaît pertinent de discuter des efforts qui s’engagent déjà sur le territoire yéménite.

6.2. Pratiques humanitaires sur le terrain : Quelle place pour la résilience?

Avant de parler de ce qui peut être fait en termes de résilience et de triple *nexus* du développement, de l’humanitaire et de la sécurité au Yémen, nous pouvons nous questionner sur les pratiques humanitaires qui se déroulent déjà sur le terrain et si celles-ci font la promotion de la résilience. La réponse à la dernière question est positive; oui les programmes d’aide internationale qui aident présentement au Yémen inscrivent leurs efforts dans la construction de la résilience. Les acteurs présents sont nombreux, mais voici le survol de certains d’entre eux qui nous permettrons de mieux comprendre la tendance résiliente qui s’y développe.

Entre 2019 et 2022, USAID fait partie des acteurs qui favorise la résilience comme processus. L’organisation d’aide internationale y est notamment présente sous le nom de son programme *SHARP (Systems, Health and Resilience Project)*. Ce programme vise principalement à renforcer le système de santé au Yémen, surtout en ce qui a trait à la santé des mères et des enfants (USAID, 2020). Il se divise en six objectifs que voici :

1. Create demand for priority health care services;
 2. Improve access through a referral system and subsidized care and financing;
 3. Build capacity of health facility staff to deliver high-quality care;
 4. Revitalize community-level services by engaging community midwives and volunteers;
 5. Improve local governance of health care service provision;
 6. Strengthen health information systems to support the management of health services
- (JSI, 2019).

L’implication de USAID au Yémen ne s’arrête toutefois pas au programme SHARP. Ce dernier fait plutôt partie d’un ensemble plus varié au nom de *Yemen Programming Approach (YPA)* qui s’intéresse à un objectif global de paix durable. La résilience et les caractéristiques

de la construction de la résilience y sont particulièrement présentes autant dans les questions de sécurité, d'économie, de santé et d'approche communautaire (USAID, YPA, 2020).

Depuis novembre 2017, l'*International Development Association* (Association internationale de développement) de la Banque mondiale travaille en collaboration avec des institutions locales dans le but de renforcer la résilience des individus et des communautés par le biais de l'amélioration des services publics de base en milieux urbains. L'association explique que la reprise des services s'est fait à travers une main d'œuvre yéménite ce qui aura permis à certaines familles d'améliorer à court terme leurs revenus (Banque mondiale, 2020).

Un autre acteur international présent au Yémen est le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Il y mène, entre 2017 et 2020, le programme du nom de *Social Protection for Community Resilience*. Les activités de ce programme visent notamment à : «improve household incomes; restore basic healthcare facilities; strengthen psycho-social assistance; and equip local authorities to plan, coordinate and monitor priority service delivery more effectively.» (UNDP, 2021). Bien que tout cela soit encore récent et que les résultats sont, pour le moment, difficilement observables, le PNUD prévoit déjà certains objectifs à atteindre à travers son projet. L'approche résiliente visant le niveau communautaire prévoit notamment les chiffres suivants : «230 Village Cooperative Councils (VCCs) established/reactivated; 230 community resilience plans developed by VCCs; 670 self-help youth community initiatives implemented; 153 financed youth community initiatives implemented; 852 trainings in life skills performed; 9 district management teams trained» (UNDP, 2021). Cette aide du PNUD au développement des capacités de résilience prend également la forme de formations auprès de la population, notamment sur certains enjeux sécuritaires. Avec son *Programme de résilience* qu'il mène au Yémen, le PNUD évaluait en 2016 avoir «aidé à former 300 000 personnes sur la réduction des risques liés aux mines» (PNUD, 2021). Il effectue également un travail de préparation à la transition vers les pratiques du développement, ce qui s'inscrit dans l'approche résiliente. L'aide d'urgence apportée au niveau communautaire tente à la fois d'aider à court terme et réduire les risques de dépendance à l'aide chez les Yéménites. Leurs efforts sont, par exemple : «La livraison rapide d'aides aux populations, ainsi que la mise en place de travaux urgents de rétablissement et de

développement, [qui] peuvent stopper la famine en approche et renforcer la capacité des communautés yéménites à répondre aux crises.» (PNUD, 2021).

De manière plus générale que seulement le PNUD, les Nations unies dans leur ensemble sont également impliquées dans la construction de la résilience au Yémen. Leurs efforts en termes de financement et d'activités sur le terrain sont dirigés principalement au niveau communautaire sous le *Programme de renforcement de la résilience des Nations Unies*. Cette approche à plus petite échelle fait du sens avec la vision du *Resilience Building* et est plus praticable en raison des conditions politiques et institutionnelles qui demeurent encore instables et/ou insuffisantes (FAO, 2019).

La présence des acteurs de l'aide internationale au Yémen apparaît pour le moment davantage comme une aide d'urgence, donc plus de l'ordre humanitaire. Dans les prochaines années, il sera pertinent pour les acteurs de l'aide humanitaire et du développement de s'assurer de bien harmoniser leurs efforts dans la construction de la résilience chez les communautés du Yémen. Pour ce faire, certains mécanismes de la résilience ne sont pas à écarter.

Dans la littérature psychologique, il est dit que : « Les mécanismes de la résilience peuvent soit être activés *spontanément* par les individus lors de circonstances particulières (traumatismes...); ou bien être stimulés par des procédures d'aide ou d'accompagnement (éducatif, thérapeutique, soignant...). » (Anaut, 2005). Appliqué à notre sujet d'étude, ces procédures d'aide ou d'accompagnement peuvent être perçues comme les actions de l'aide internationale. Autrement dit, le peuple yéménite développera ses propres mécanismes de résilience, mais aura une résilience augmentée par les interventions d'aide. Afin que la construction de la résilience ait sa place dans la situation post conflit au Yémen, des mécanismes sont à prioriser autant du côté des acteurs locaux que ceux extérieurs. Certains de ces dispositifs se traduiront tout d'abord par une décentralisation des prises de décisions, ce qui permettra par la suite l'acceptation plus large des divergences idéologiques et des formes multiples d'innovation. Ces innovations renforceront la résilience à long terme puisque « Paradoxalement, la stabilité d'une société [...] passe par le changement. » (Dauphiné et Provitolo, 2005).

6.3. Recommandations pour le Yémen

Dans un avenir proche, le conflit au Yémen se modifiera et les acteurs du développement entreranno en scène; se joignant aux acteurs de l'aide humanitaire qui sont déjà sur le terrain (ONU, 2020, Yémen : le médiateur...). Il y aura alors de fortes chances, vu son niveau de popularité, que la construction de la résilience soit l'approche privilégiée par plusieurs afin d'améliorer la situation post conflit. En ce sens, et sous la toile du *nexus* humanitaire-développement-sécurité, la section qui suit dressera des recommandations pour les acteurs de l'aide internationale en utilisant les pratiques de la résilience en Somalie à titre comparatif. Ce pays qui a connue la guerre civile et une crise humanitaire se tourne maintenant vers le développement et ses apprentissages peuvent inspirer d'autres cas. Ces recommandations seront rassemblées sous ces trois catégories : Perception et préparation (1), Gouvernance locale, démilitarisation et réduction des violences (2), Besoins de base et opportunités économiques (3).

Tout d'abord, en ce qui a trait à la perception et à la préparation (1) des interventions de développement, il apparaît essentiel de réitérer l'importance de comprendre la résilience comme un processus et non comme un objectif ou encore comme un état fixe. Chaque situation a ses particularités, tout comme le Yémen. Les évaluations que l'on peut en tirer seront également meilleures si l'on garde cette idée de processus évolutif en tête (Korosteleva, 2020). Dans le même ordre d'idée, les acteurs de l'aide, souvent de provenance occidentale et/ou du Nord, doivent dès le départ aborder la situation de manière positive. L'auteur Ken Menkhaus, explique que la notion du *conflict trap* n'est pas absolue et infinie. Il y a, à même les pays en crise, du potentiel. Il explique:

Crises that at first glance appear to be a manifestation of a «conflict trap» may in fact be in a state of evolution, with the potential to produce new social orders out of chaos. These social orders are almost invariably violent, exploitative, and illiberal, and they may not be at all interested in culminating in a revived central government. However, they are orders, not anarchy, and their evolution may in some instances constitute the best chance a country or community has to emerge from the ruin of war into something worthy of the expression «post-conflict» (Menkhaus, 2004:163).

De son côté, James Michel (2018) aborde un discours semblable quant aux États fragiles en soulignant que la fragilité n'est pas un état sans issue et qu'il est possible à long terme de la contenir et même de la renversée. De plus, en termes de préparation aux interventions, les travailleurs de l'aide internationale doivent avoir fait leurs devoirs préalablement, allant même jusqu'à effectuer un partage des informations essentielles de l'humanitaire vers le

développement pour assurer une meilleure coordination entre les deux. Dans un contexte aussi complexe, il est primordial que les intervenants soient prudents, mais également renseignés en ce qui concerne le contexte culturel et religieux, les racines des conflits, les intérêts politiques et surtout les besoins réels de la population yéménite. En effet, sur le plan des identités religieuses le Yémen détient un historique assez agité, notamment entre les groupes majoritaires s'identifiant comme Sunnites et Chiites. L'actuel conflit prend d'ailleurs racines au cœur de désaccords de zones à la fois géographiques et culturelles (Bonney, 2008). Du côté des besoins des Yéménites, les travailleurs du développement international devront tenir compte des projets de société que le Yémen souhaite réaliser. Bien que la crise aura chamboulé les priorités, il apparaît tout de même pertinent de se baser sur la documentation yéménite existante en matière de développement, par exemple le document *Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) 2003-2005* (Republic of Yemen, 2002).

Aussi, une approche résiliente favorise le travail en collaboration entre l'humanitaire et le développement, mais également entre ceux-ci et les communautés. La *Resilience building* souhaite mettre de l'avant une aide personnalisée en fonction des besoins des Yéménites. Le travail de planification devra donc s'effectuer de concert avec les communautés locales afin d'éviter la mise en place de projets préfabriqués et non appliqués au contexte (Menkhaus, 2004 :164).

Pour la seconde catégorie; Gouvernance locale, démilitarisation et réduction des violences (2), on observe en Somalie la place et l'efficacité que prend la gouvernance locale en comparaison avec la gouvernance nationale plus régulière en période de reconstruction étatique. En effet, il est observé en territoire somalien un échec sur le plan de l'établissement d'une gouvernance centralisée. De l'autre côté, des réussites et des gains sont observés à des échelles sous nationales (transrégionale, régionale, municipale) ce qui s'inscrit de pair avec l'approche résiliente et son focus davantage local et communautaire. Cette idée converge également avec le mécanisme de décentralisation des prises de décisions. Les gains sur le plan de la sécurité ne sont pas à négliger puisque ces formes d'organisation à plus petit niveau permettent à l'ensemble du territoire d'être plus prévisible en matière de conflit et de violence. Comme mentionné avant, l'amélioration de la sécurité locale impactera par la suite la sécurité globale positivement. Il apparaît alors que le Yémen devrait se tourner vers cette alternative à la gouvernance nationale,

voire même vers un système fédéral, comme il avait été décidé en amont aux évènements conflictuels. Sous le gouvernement Hadi, le projet d'une fédération en six provinces, Nord : Azal, Saba, Janad et Tahama / Sud : Aden et Hadramaut (Al Jazeera, 2014) avait été enclenchée et celui-ci ne devrait pas être écarté lorsque la reconstruction débutera au Yémen.

La forme que cette gouvernance locale prend habituellement est celle d'une coalition d'acteurs locaux (aînés, intellectuels, hommes d'affaires et hommes religieux) qui est souvent imparfaite, mais tout de même fonctionnelle (Menkhaus, 2004). Le Fond monétaire international (FMI) se tourne également vers cette alternative: « Les États fragiles cherchant à accroître leur résilience pourraient donc avoir tout intérêt à concentrer leurs efforts à court terme sur des institutions au sens plus étroit, susceptibles d'être réformées à l'horizon d'une dizaine d'années par une instance bien définie. » (FMI, 2015 :15). Cette forme de gouvernance alternative est d'ailleurs alignée avec les caractéristiques de la construction de la résilience puisqu'elle favorise le développement d'initiatives au niveau communautaire. Pour le cas du Yémen, malgré les barrières culturelles qui peuvent se dresser, l'implication de femmes au sein des coalitions représenteraient un ajout pertinent afin d'obtenir une représentation améliorée des communautés. Cette inclusion des femmes yéménites devrait se faire selon une continuité avec les efforts d'autonomisation et d'émancipation des femmes déjà commencés par les acteurs humanitaires, notamment sous le *Programme de renforcement de la résilience des Nations Unies* (FAO, 2019). L'ensemble de ces acteurs rassemblés, et soutenu par ceux de l'aide humanitaire et du développement, seraient les mieux positionnés pour formuler des solutions efficaces et adaptées étant donné qu'ils connaissent leur environnement, leur entourage ainsi que leurs besoins (Menkhaus, 2004). Ces groupes mixtes iraient de pair avec l'un des mécanismes de l'approche résiliente qui est l'acceptation de différents points de vue et idéologie.

Dans cette même catégorie, l'addition d'une approche résiliente locale à une approche civile, donc non militaire, est recommandé pour le Yémen. La construction de la résilience, sous son caractère de *soft power*, encourage en effet la démilitarisation des contextes post conflit dans une optique de réduction des violences à court, moyen et long terme. Cette réduction de la violence, encouragée par des interventions civiles, se pratique en Somalie par l'intermédiaire de la gouvernance locale et ses organisations. Selon Menkhaus, la gestion des conflits à échelle réduite, notamment par les aînés des communautés, restreint le nombre de nouveaux conflits

ainsi que leur intensité. Le Yémen serait gagnant à travailler sa résilience et sa sécurité au niveau local par la création de systèmes de surveillance de voisinage qui, en plus de réduire la violence commise, encourage les jeunes à se tourner vers la prise de responsabilités légales dans leurs communautés et à s'éloigner des activités illicites et violentes, tout en favorisant l'innovation (Menkhaus, 2004).

Toujours dans la logique de la construction de la résilience au Yémen, et sous l'angle de la sécurité, les besoins de base des populations ainsi que les opportunités économiques (3) ne sont pas à délaissier. Afin de ne pas créer de dépendance auprès des acteurs de l'aide internationale, les initiatives doivent principalement provenir des communautés. Cette démarche permet aussi d'atteindre des situations meilleures et durables. Les coalitions au niveau local qui s'observent en Somalie ont beaucoup à nous apprendre sur ce qui pourrait être fait au Yémen dans quelques mois ou années. Avec le soutien et les conseils des ONG et autres acteurs externes, certaines formes de gouvernance locale et/ou régionale ont réussi à instaurer : des systèmes d'acheminement d'eau, des marchés, des écoles ou encore des systèmes de récolte de taxes et frais dans le but de pouvoir verser des salaires et ainsi encourager l'économie locale, la redistribution et la pratique d'activités licites (Menkhaus, 2004). Ces innovations s'inscrivent dans une optique de résilience suscitée par l'entremise de l'aide qui, par son expertise et son financement des projets, aidera les Yéménites à développer leurs capacités de résilience. Les ONG qui injecteraient de l'argent à l'échelle locale au Yémen pourrait le faire dans les domaines suivants : agriculture, construction, location de propriétés, transportation et commerce. L'agriculture, secteur essentiel pouvant donner de l'emploi à plus de 50 % de la population auprès des communautés, devra être au premier plan des efforts de construction de la résilience afin d'assurer une continuité avec les efforts de l'humanitaire (FAO, 2019). Sous un scénario positif, les économies locales pourront par la suite profiter d'opportunités interrégionales à travers le territoire yéménite.

Bien entendu, le contexte yéménite en est un particulier et les recommandations d'ordre sécuritaire en matière de construction de la résilience sont ici posées non sans risque et sans modifications potentielles selon l'évolution de la situation au cours des prochaines années. Certains risques réels demeureront à considérer dans les pratiques de l'humanitaire et du développement. Une de ces difficultés est celle de la composante temporelle. Comme la

résilience est un processus, elle pourrait s'inscrire dans une période de temps plutôt longue, notamment quant à la réduction de la violence au Yémen. Un autre risque concerne celui de l'implication de forces militaires extérieures, notamment celles de l'Arabie Saoudite et de l'Iran, qui encourage le cercle vicieux d'un conflit prolongé en raison des intérêts des acteurs externes (Menkhaus, 2004 :151). Finalement, une mauvaise répartition du financement de l'aide à travers les années post conflictuelles représente également un risque en termes de capacité d'absorption (FMI, 2015 :18).

Conclusion

Pour terminer, à la suite d'une navigation à travers le *nexus* humanitaire-développement, il est possible de saisir le tissage qui existe entre ces éléments du domaine de l'aide internationale. En effet, il a été discuté la relation imparfaite, mais inévitable, qui lie les acteurs de l'humanitaire à ceux du développement par l'intermédiaire des enjeux de la fragmentation de l'aide et de l'hypercollectivité. Cette relation, ajoutée à un contexte international imprévisible et complexe, engendre différentes limites aux actions de l'aide humanitaire qui s'entremêle plus souvent qu'autrement avec des enjeux qui relèvent des pratiques du développement. Une des problématiques récurrentes étant celle de la notion de durabilité, notamment en termes de sécurité, des questions ont été soulevées quant à une visée que pouvait prendre les éléments du long terme et comment elle pouvait se traduire concrètement.

En réponse aux questionnements, la notion de résilience apparaît alors comme l'approche à prioriser par les ONG et la communauté internationale. Elle se démarque par sa popularité, sa présence dans nombreux documents académiques, mais également son caractère variable qui en fait une approche modelable aux besoins et objectifs des différents acteurs de l'aide. Plus précisément, il a été question de la *Resilience Building*, la construction de la résilience, comme processus ou approche. Cette dernière, favorisant une meilleure coordination entre humanitaire et développement; une plus grande sécurité locale et globale ainsi qu'une durabilité améliorée, s'étudie déjà en ce qui concerne le contexte post conflit en Somalie, mais également du côté des acteurs de l'humanitaire qui sont déjà sur le terrain au Yémen. Les observations tirées du cas somalien ainsi que des exemples yéménites concrets ont permis de formuler des recommandations en ce qui a trait au triple *nexus* pour l'éventuel contexte post conflit au Yémen.

La résilience au Yémen, perçue comme un processus, ouvre la porte à différentes idées et innovations intéressantes : une planification de concert avec les locaux; une gouvernance locale et un système fédéral; la reconstruction étatique par l'intermédiaire de coalitions dans les communautés avec l'implication des femmes; un soutien extérieur sans le développement d'une dépendance; une approche civile pour une meilleure démilitarisation et réduction des violences; une gestion des conflits à plus petite échelle; des systèmes de surveillance de voisinage et autres initiatives de sécurité et d'embauche; des opportunités économiques régionales et interrégionales; etc.

Comme indiqué, la résilience, malgré ses avantages et son approche moins drastique, ne doit pas s'imposer comme une solution miracle aux enjeux de l'aide internationale. La notion de gouvernementalité, par exemple, prend une nouvelle dimension avec la pratique de la construction de la résilience au niveau international. Elle soulève des questions liées à la relation de pouvoir, renforcée par une influence néolibérale (Weichselgartner et Kelman, 2015), qui s'exerce traditionnellement entre les pays du nord et du sud - davantage bénéficiaires de l'aide internationale (Joseph, 2018). Il serait pertinent d'approfondir les impacts de telles pratiques dans la dimension d'une gouvernance à distance et son internalisation ainsi que les outils pour les contrer. Cette analyse permettrait d'ouvrir la discussion à des visions de la résilience opposées à celle anglo-saxonne qui est privilégiée.

Bibliographie

- AL JAZEERA (2014). « Yemen to become six-region federation », *Al Jazeera*, [En ligne], URL <https://www.aljazeera.com/news/2014/2/10/yemen-to-become-six-region-federation>
- AMBROSETTI, David. et Yves BUCHET DE NEVILLY (2009). « Les organisations internationales au cœur des crises », *Cultures et Conflits*, n°75, hiver, pp. 7-14.
- AMNESTY INTERNATIONAL (2020). « Guerre au Yémen, pas d'issue en vue », *Amnesty International*, [En ligne], URL <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/09/yemen-the-forgotten-war/>
- ANAUT, Marie (2005). « Le concept de résilience et ses applications cliniques », *Recherche en soins infirmiers*, Vol. 3, No 82, pp. 4-11.
- ARAB CENTER WASHINGTON DC (2017). « A Timeline of the Yemen Crisis, from the 1990s to the Present », *Arab Center Washington DC*, [En ligne], URL http://arabcenterdc.org/policy_analyses/a-timeline-of-the-yemen-crisis-from-the-1990s-to-the-present/
- BANQUE MONDIALE (2013). *Building Resilience : Integrating Climate and Disaster Risk into Development*, [En ligne], URL <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16639>
- BANQUE MONDIALE (2020). « Yemen: Helping people build a future », *World Bank Blogs*, [En ligne], URL <https://blogs.worldbank.org/arabvoices/yemen-helping-people-build-future>
- BARAKAT, Sultan et Sansom MILTON (2020). « Localisation Across Humanitarian-Development-Peace Nexus », *Journal of Peacebuilding and Development*, Vol. 15, No 2, pp. 147-163.
- BARANYI, Stephen et Marie-Ève DESROSIERS (2012). « Development cooperation in fragile states: filling or perpetuating gaps? », *Conflict, Security & Development*, Vol. 12, No 5, pp. 443-459.
- BEAUDET, Pierre et Al. (2019). « Introduction », dans *Enjeux et défis du développement international*, Presses de l'université d'Ottawa.
- BERTOCCHI, Graziella et Andrea GUERZONI (2012). « Growth, history or institutions : What explains state fragility in sub-Saharan Africa? », *Journal of Peace Research*, Vol. 49, No 6, pp. 769-783.
- BLUMI, Isa (2018). *Destroying Yemen : what chaos in Arabia tells us about the world*, Berkeley, University of California Press, 294 p.

- BONNEFOY, Laurent (2008). « Les identités religieuses contemporaines au Yémen : convergence, résistances et instrumentalisations », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, Avril 2008, pp. 199-213.
- BONNEFOY, Laurent (2020). « L'intrication des acteurs locaux, régionaux et internationaux au Yémen », *Le Moyen-Orient et le Monde*, Paris, La Découverte, pp. 225-231.
- BRAND, Fridolin Simon et Kurt JAX (2007). « Focusing the Meaning(s) of Resilience: Resilience as a Descriptive Concept and a Boundary Object », *Ecology and Society*, Vol. 12, No 1, [En ligne], URL <http://www.ecologyandsociety.org/vol12/iss1/art23/>
- BRIÈRE, Sophie et Denis Proulx (2013). « La réussite d'un projet de développement international: leçons d'expérience d'un cas Maroc-Canada », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, Vol. 79, No 1, pp. 171-191.
- DAUPHINÉ, André et Damienne PROVITOLLO (2007). « La résilience: un concept pour la gestion des risques », *Annales de géographie*, Vol. 2, No 654, pp. 115-125.
- DAUVIN, Pascal et Johanna SIMÉANT (2002). « Chapitre 3 : Vivre de l'humanitaire? L'ambivalente professionnalisation », dans *Le travail humanitaire, Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 105-132.
- DAVOUDI, Simin et Al. (2012). « Resilience : A bridging concept or a dead end? », *Planning Theory and Practice*, Vol. 13, No 2, pp. 299-333.
- EUROPEAN COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS (2019). « Mapping the Yemen conflict », *European Council on Foreign Relations*, [En ligne], URL <https://www.ecfr.eu/mena/yemen>
- FAO (2019). « L'Union Européenne accorde un nouveau financement afin de renforcer les capacités de résilience au Yémen », *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*, [En ligne], URL <http://www.fao.org/resilience/actualites-evenements/histoire-detail/fr/c/1195694/>
- FLIPO, Fabrice (2014). « Les trois conceptions du développement durable », *Développement durable & territoires*, Vol. 5, No 3, [En ligne], URL <https://journals-openedition-org.proxy.bib.uottawa.ca/developpementdurable/10493>
- GROTEHUIS, René (2016). « Chapitre 5 : Nation-building and state-building and the challenge of fragility », dans *Nation-Building as Necessary Effort in Fragile States*, Amsterdam, Amsterdam University Press, pp. 73-92.
- GRÜNEWALD, François (2009). « L'aide humanitaire en Somalie : gérer l'insécurité », *Humanitaire*, Vol. 22, Juillet 2009, [En ligne], URL <http://journals.openedition.org/humanitaire/413>
- JOSEPH, Jonathan (2018). *Varieties of Resilience, Studies in Governmentality*, Cambridge University Press, 212 p.

- KOROSTELEVA, Elena A. (2020). « Resilience in EU and international institutions: Redefining local ownership in a new global governance agenda », *Contemporary Security Policy*, Vol. 41, No 2, pp. 153-175.
- LABONTÉ MéliSSa (2019). « Yémen : la pire crise humanitaire au monde », *Perspective Monde*, [En ligne], URL <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=2634>
- LAISSUS, Perrine et Benoît LALLAU (2013). « Résilience spontanée, résilience suscitée. Les complexités de l'action humanitaire en zone LRA (Est de la République Centrafricaine) », *Éthique et économique/Ethics and Economics*, Vol. 10, No 1, pp. 95-118.
- LALLAU Benoît, Perrine Laissus-Benoist et Emma Mbétid-Bessane (2018). « Introduction : La résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques? », *Revue internationale des études du développement*, Vol. 235, No 3, pp. 9-25.
- LAROUSSE (2020). « Définition : durable », *Larousse*, [En ligne], URL <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/durable/27025>
- LIE, Jon Harald Sande (2017). « From humanitarian action to development aid in northern Uganda and the formation of a humanitarian-development nexus », dans *Development in Practice*, Vol. 27, No 2, pp. 196-207.
- LANGER, Armin, Graham K. BROWN et Hanne ALBERS (2016). *Building Sustainable Peace: Timing and Sequencing of Post-Conflict Reconstruction and Peacebuilding*, London, Oxford University Press, [En ligne], URL <https://books-scholarsportal-info.proxy.bib.uottawa.ca/en/xml/chapter?id=/ebooks/ebooks3/oso/2016-08-22/1/9780198757276-Langer&chapterId=acprof-9780198757276-indexGroup-1>
- MCCONNEY, Patrick; Shelly-Ann COX et Kemraj PARSAM (2015). « Building food security and resilience into fisheries governance in Eastern Caribbean », *Regional Environmental Change*, Vol. 15, pp. 1355-1365.
- MICHEL, James (2018). « Managing Fragility and Promoting Resilience to Advance Peace, Security and Sustainable Development », Rapport pour le *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, [En ligne], URL <https://www-jstor-org.proxy.bib.uottawa.ca/stable/resrep22409>
- MILLER, Mark M. (2017). *Economic Development for Everyone. Growing Businesses, and Building Resilience in Low-Income Communities*, London, Routledge, 248 p.
- MOLENAERS, Nadia; Bert JACOBS & Sebastian DELLEPIANE (2014). « NGOs and Aid Fragmentation: The Belgian Case », *Voluntas*, No 2, Vol. 25, pp. 378-404.
- MSF (Consulté en 2021). « Yémen: Conflit et manqué d'accès aux soins médicaux », *Médecins sans frontières*, [En ligne], URL <https://www.medecinsansfrontieres.ca/country/y%C3%A9men-conflit-et-manque->

dacc%C3%A8s-aux-soins-
m%C3%A9dicaments#:~:text=Le%20conflit%20en%20cours%20au,%C3%A9tablissements%20
de%20sant%C3%A9%20du%20pays.&text=On%20estime%20qu'environ%2020,ont%20beso
in%20d'assistance%20humanitaire.

OCDE (2005). *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et programme d'action d'Accra*, [En ligne], URL <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf> (consulté en septembre 2020).

OCDE (2009). « Chapitre 2. Quel est le degré de fragmentation de l'aide? », *Revue de l'OCDE sur le développement*, No 10, Vol. 1, pp. 37-56.

OCDE (2020). « De l'aide au développement – Objectifs et motivations du développement », [En ligne], URL <https://www.oecd.org/fr/lesessentiels/de-l-aide-au-developpement-objectifs-et-motivations-du-developpement.htm>

OMS (2017). « Les familles au Yémen ne peuvent faire face à un autre jour de guerre », *Organisation mondiale de la santé*, Déclaration conjointe Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF David Beasley, Directeur général du PAM, [En ligne], URL <https://www.who.int/fr/news/item/29-12-2017-who-wfp-and-unesco-yemen-s-families-cannot-withstand-another-day-of-war-let-alone-another-1-000>

ONU (2020). « La réforme des opérations », *Organisation des Nations Unies*, [En ligne] URL <https://peacekeeping.un.org/fr/reforming-peacekeeping>

ONU (2020). « Yémen : le médiateur de l'ONU souhaite qu'un jour le dialogue pacifique remplace la violence », *ONU Info*, [En ligne], URL <https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073231#:~:text=Dans%20un%20entretien%20avec%20ONU,%C3%A9tat%20des%20n%C3%A9gociations%20de%20paix.>

OXFAM INTERNATIONAL (Consulté en 2021). « Crise au Yémen », *Oxfam International*, [En ligne], URL <https://www.oxfam.org/fr/decouvrir/urgences/crise-au-yemen>

OXFAM QUÉBEC (2019). « La situation au Yémen expliqué en 10 points », *Oxfam Québec*, [En ligne], URL <https://oxfam.qc.ca/la-situation-au-yemen-expliquee-en-10-points/>

PAGETT, Richard (2018). *Building Global Resilience in the Aftermath of Sustainable Development. Plane, People and Politics*, Palgrave Macmillan, Wiltshire, 167 p.

PNUD (Consulté en 2021). « Réponse à la crise au Yémen », *Programme des Nations Unies pour le développement*, [En ligne], URL <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/crisis-response/where-we-do-it/YemenResponse.html#:~:text=Dans%20le%20cadre%20de%20son,subsistance%20et%20la%20coh%C3%A9sion%20sociale.&text=Le%20PNUD%20soutient%20%C3%A9galement%20les,un%20%C3%A9ventuel%20accord%20de%20paix.>

- PSIUK, Thérèse (2005). « La résilience, un atout pour la qualité des soins », *Recherches en soins infirmiers*, Vol. 3, No 82, pp. 12-21.
- REPUBLIC OF YEMEN (2002). *Poverty Reduction Strategy Plan (PRSP) 2003-2005*, [En ligne], URL <https://www.imf.org/External/NP/prsp/2002/yem/01/053102.pdf>
- ROSOUX, Valérie (2015). « Réconciliation post conflit : à la recherche d'une typologie », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 22, No 4, pp. 557-577.
- SEVERINO, Jean-Michel et Olivier RAY (2012). « La fin de l'aide publique au développement : les enjeux de l'action hypercollective », *Revue d'économie du développement*, No 2, Vol. 20, pp. 83-142.
- UNHCR (2020). « Le Yémen, théâtre de nouveaux déplacements après cinq ans de conflit », *L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés*, [En ligne], URL <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/3/5e874472a/yemen-theatre-nouveaux-deplacements-apres-ans-conflit.html>
- UNDP (2015). « Yemen Resilience Programme », *United Nations Development Programme*, 3 p.
- UNDP (2021). « Social Protection for Community Resilience », dans la section *Yemen UNDP*, [En ligne], URL <https://www.ye.undp.org/content/yemen/en/home/projects/social-protection-for-community-resilience.html>
- WEICHSELGARTNER, Juergen et Ilan KELMAN (2015). « Geographies of resilience : Challenges and opportunities of a descriptive concept », *Progress in Human Geography*, Vol. 39, No 3, pp. 249-267.
- WELSH, Marc (2014). « Resilience and responsibility : governing uncertainty in a complex world », *The Geographical Journal*, Vol. 180, No 1, pp. 15-26.